

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 251

3 avril 2000

SOMMAIRE

AB Consulting S.A., Fentange	page 12015
African Trade and Industrial Development Holding S.A., Luxembourg	12040
All Car Services S.A., Strassen	12040
Aqua, Sicav, Luxembourg	12045
Banif Renta Fija Multidivisa Fund, Fonds Commun de Placement	12013
Banque Belge Asset Management Fund, Sicav, Luxembourg	12046
B.B.V. Equilibrium Investment Fund, Sicav, Luxembourg	12048
Daiwa Japan Small Equity Fund, Sicav, Luxembourg	12042
Demeter, Sicav, Luxembourg	12044
Dexia Bonds, Sicav, Luxembourg	12041
Dexia Money Market, Sicav, Luxembourg	12041
Fonds Général Stratégique, Sicav, Luxembourg	12046
Fortis L Fund, Sicav, Luxembourg	12043
Frenn vun der LGS Belair, A.s.b.l., Luxembourg	12020
GAP Finance (Luxembourg) S.A.H., Luxembourg	12040
Generalpart, Sicav, Luxembourg	12047
Grevlin, S.A.H., Luxembourg	12045
Helios, Sicav, Luxembourg	12045
Ideal Invest, Sicav, Luxembourg	12002
IFDC Investment Management Co. S.A., Luxembourg	12002
InterDynamic Fund, Fonds Commun de Placement	12005
Interselex International, Sicav, Luxembourg	12044
LRI-OptiZins	12014
MDB Fund, Sicav	12044
Nessy Holding S.A., Luxembourg	12040
Neuman Engineering S.A., Luxembourg	12016
Prestige Luxembourg, Sicav, Luxembourg	12042
Sicaro, Sicav, Luxembourg	12043
Société Anonyme des Chaux de Contern, Contern	12047
SOMALUX - Société de Matériel Luxembourgeoise S.A.H., Luxembourg	12048
Ukraine Euro 500,000,000 – 14.75 per cent. Notes due March 2000	12031
Ukraine U.S.\$81,750,000 – 16.75 per cent. Notes due October 2000	12022
Unico Investment Fund, Fonds Commun de Placement	12016
Verdi S.A.H., Strassen	12046
Y.2.K. International S.A., Luxembourg	12018

IDEAL INVEST, SICAV.

Gesellschaftssitz: L-1445 Luxembourg, 4, rue Thomas Edison.
H. R. Luxembourg B 63.262.

Mitteilung an die Anteilhaber der IDEAL INVEST SICAV - IDEAL GLOBAL

Die Anteilhaber werden hiermit unterrichtet, daß der Verwaltungsrat der IDEAL INVEST, SICAV eine Änderung der Berater-Gebühr und die Einführung einer Performancegebühr beschlossen hat.

Die Berater-Gebühr wird bis zu 0,375 % pro Quartal berechnet und ist zahlbar auf Basis des Nettoteilfondsvermögens am Ende jedes Quartals.

Die Performancegebühr wird mit 10 % des jährlichen Anstiegs des Nettoteilfondsvermögens, pro rata temporis am Quartalsende berechnet. In einem Geschäftsjahr netto erzielte Wertminderungen werden auf das folgende Geschäftsjahr zum Zwecke der Berechnung der Performance-Fee vorgetragen; im Falle von Verlustvorträgen fällt das Erfolgshonorar erst an, wenn diese vollständig ausgeglichen sind.

Anteilhaber, die hiermit nicht einverstanden sind, können bis zum 3. Mai 2000 ihre Anteile kostenfrei in einen anderen Teilfonds umtauschen oder an den Fonds zurückgeben.

Die Anlagepolitik des Teilfonds bleibt unverändert.

Ein geänderter Verkaufsprospekt ist am Sitz des Fonds sowie bei den Zahl- und Vertriebsstellen erhältlich.

Luxemburg, den 3. April 2000.

(01283/755/19)

Der Verwaltungsrat.

IFDC INVESTMENT MANAGEMENT CO. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

STATUTS

L'an deux mille, le dix février.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster.

Ont comparu:

1.- La société anonyme INTERNATIONAL FINANCE DEVELOPMENT COMPANY S.A., ayant son siège social à L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch,

ici représentée par Monsieur Elo Rozencwajg, directeur de banque, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

2.- La société IFDC (HK) LTD, ayant son siège social à Hong Kong,

ici représentée par Monsieur Eric Stilmant, employé de banque, demeurant à Bastogne (Belgique), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société anonyme sous la dénomination de IFDC INVESTMENT MANAGEMENT CO. S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision du Conseil d'Administration.

Tout changement du siège social sera publié au Mémorial, par les soins du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration aura le droit d'établir des bureaux, sièges administratifs, succursales et filiales où il le jugera utile, soit dans le Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger.

Art. 3. L'objet de la société est la constitution, l'administration et la gestion d'un fonds commun de placement à compartiments multiples (le Fonds) dénommé INTERDYNAMIC FUND et l'émission de certificats ou de confirmations représentant ou documentant des parts de copropriété indivise dans ce Fonds.

La société se chargera de toute action en rapport avec l'administration, la direction et la promotion du Fonds. Elle pourra, pour le compte du Fonds, conclure des contrats, acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières, faire l'inscription de ces valeurs mobilières à son nom et au nom de tout tiers, exercer pour le compte du Fonds et des propriétaires de certificats du Fonds tous droits et privilèges, y compris tous droits de vote attachés aux valeurs mobilières constituant les avoirs du Fonds, cette énumération n'étant pas limitative, mais simplement exemplative.

La société pourra entreprendre toutes opérations directement ou indirectement en rapport avec cet objet, tout en restant dans les limites déterminées par la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée. Elle pourra être dissoute par l'assemblée générale statuant à la majorité et dans les formes requises par la loi en matière de modification des statuts.

Art. 5. Le capital social est fixé à cent vingt-cinq mille euros (125.000,- EUR), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, qui sont et resteront nominatives.

Art. 6. Toutes les actions sont entièrement libérées.

Art. 7. Le capital social peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par décision de l'Assemblée Générale délibérant dans les conditions requises pour la modification des statuts. L'exécution d'une telle augmentation de capital

pourra être confiée par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration. En cas d'augmentation de capital, les actionnaires auront un droit préférentiel de souscription aux nouvelles actions à émettre.

Art. 8. Les actions sont indivisibles. Aucune action ne pourra être donnée en gage ou grevée d'une autre façon sans l'accord du Conseil d'Administration de la société.

Si une action appartient à plusieurs propriétaires, si elle fait l'objet d'un usufruit ou si elle est donnée en gage, le Conseil d'Administration peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme ayant à l'égard de la société la qualité d'actionnaire, soit par les différents copropriétaires, soit par le bénéficiaire et l'usufruitier, soit par le créancier-gagiste et le débiteur-gagiste.

Art. 9. La société est administrée par un conseil de trois administrateurs au moins, actionnaires ou non, nommés pour trois ans au plus par l'assemblée des actionnaires et en tout temps révocables par elle. Ils sont rééligibles. Tout changement dans le Conseil d'Administration est sujet à l'approbation de la Banque Dépositaire. Cette approbation ne pourra être refusée sans juste motif.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les autres administrateurs ont le droit de nommer un administrateur qui occupera ce poste jusqu'à la prochaine Assemblée Générale, date à laquelle les actionnaires procéderont à l'élection définitive.

Art. 10. Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un président, et, s'il le juge opportun, un ou plusieurs vice-présidents.

Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, d'un vice-président, ou à son défaut, de l'administrateur désigné par ses collègues ou, à son défaut, par deux administrateurs. Il doit être convoqué chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent. La présidence est assumée par le président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par un vice-président ou, à son défaut, par l'administrateur désigné par ses collègues.

Les réunions se tiennent au siège social ou en tout autre endroit au Luxembourg ou à l'étranger indiqué dans les convocations.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié de ses membres sont présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix de celui qui préside, qui devra dans tous les cas être un représentant de l'actionnaire majoritaire, est prépondérante.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit, télex ou télégramme confirmés à un tiers qui ne doit pas nécessairement être administrateur, pouvoir de le représenter aux réunions du conseil et d'y voter en son lieu et place.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du Conseil d'Administration sans exception. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Art. 11. Les délibérations du Conseil d'Administration, à l'exception de celles désignées au dernier paragraphe de l'article 10, seront établies par les procès-verbaux à signer par le président de la réunion et un administrateur.

Les copies ou extraits des procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par deux membres du conseil.

Art. 12. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et accomplir ou autoriser toutes opérations et tous actes d'administration et de disposition de nature à permettre la poursuite de l'objet social, sous les seules restrictions prévues par la loi, par les présents statuts et par le Règlement de Gestion du Fonds Commun de Placement.

Art. 13. Le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation pour cette gestion à un ou plusieurs délégués non nécessairement administrateurs et, avec l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale des actionnaires, à un ou plusieurs administrateurs.

Le conseil peut déléguer des pouvoirs spéciaux et déterminés à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers ou leur donner des missions ou des attributions spéciales. Il peut notamment leur confier la direction de telle ou telle partie des affaires sociales.

Le conseil fixe les pouvoirs et les attributions attachés à ces délégations, ainsi que le titre que porteront ceux auxquels ils sont attribués et les émoluments, fixes ou proportionnels, à porter dans les frais généraux qui y seront attachés, sauf à prendre en compte à l'Assemblée Générale des actionnaires des émoluments attribués aux administrateurs-délégués.

Le Conseil peut révoquer ces délégations à chaque instant et pourvoir à leur remplacement.

Le Conseil pourra désigner des comités administratifs ou de gestion de portefeuille et en déterminer les fonctions.

Art. 14. La société est représentée en justice ou dans les procédures arbitrales tant en demandant qu'en défendant par son Conseil d'Administration. Celui-ci peut déléguer ce pouvoir de représentation à toutes personnes qu'il choisit soit en son sein, soit en dehors de celui-ci.

A moins de délégation consentie par le Conseil d'Administration, tous les actes engageant la société seront signés par deux administrateurs.

Au cas où un ou plusieurs délégués sont désignés, tous les actes de gestion journalière seront signés par un administrateur-délégué ou un directeur-délégué à la gestion journalière sans préjudice des délégations spéciales ou des répartitions de pouvoir dûment publiées.

Art. 15. Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires prévus par la loi nommés par l'Assemblée Générale des actionnaires qui détermine leur nombre et peut toujours les révoquer. S'il y a plusieurs commissaires, ceux-ci forment un collège.

Le ou les commissaires resteront en fonction jusqu'à la prochaine Assemblée Générale annuelle, laquelle procédera à leur réélection et s'il y a lieu, à leur remplacement. Les commissaires sortants sont rééligibles.

Art. 16. L'Assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire et ratifier les actes qui intéressent la société et qui figurent à l'ordre du jour.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents ou opposants.

Art. 17. L'Assemblée Générale ordinaire se réunit chaque année au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations, le deuxième vendredi du mois de juin à onze heures. Si le jour prévu est férié, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

Les Assemblées Générales extraordinaires se réuniront chaque fois que l'intérêt de la société l'exige, aux lieux, endroits et heures indiqués dans les convocations faites par deux membres du Conseil d'Administration au moins ou le ou les commissaires ou sur la demande des actionnaires réunissant au moins vingt pour cent du capital.

Art. 18. Les convocations pour toute Assemblée Générale contiennent l'ordre du jour et sont faites conformément aux dispositions de la loi, étant toutefois entendu que les convocations seront adressées à tous les actionnaires au moins deux semaines avant l'assemblée.

Art. 19. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée Générale par un porteur de procuration, actionnaire ou non.

Art. 20. L'Assemblée Générale est présidée par le président du Conseil d'Administration ou à défaut par un vice-président ou à son défaut par l'administrateur désigné par ses collègues à cet effet.

Le président de l'Assemblée désigne le secrétaire et l'assemblée élit un ou plusieurs inspecteurs («scrutateurs») qui forment avec lui le bureau.

Les résolutions de l'Assemblée Générale sont inscrites dans des procès-verbaux signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président ou deux administrateurs.

L'Assemblée Générale ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour, même s'il s'agit de la révocation d'administrateurs ou de commissaires. Toutefois, une assemblée, regroupant tous les actionnaires, peut à l'unanimité décider de délibérer sur un autre ordre du jour que celui prévu dans la convocation.

Les décisions sont prises à la majorité des voix qui s'attachent aux actions présentes ou représentées.

Art. 21. Les résolutions portant modification des présents statuts, augmentation ou réduction du capital, prorogation ou dissolution anticipée de la société, fusion ou absorption de celle-ci par une autre société, ne pourront être prises par l'Assemblée Générale qu'en conformité avec les conditions de présence, de majorité et autres prévues par la loi.

Art. 22. Au trente et un décembre de chaque année, le Conseil d'Administration dressera le bilan et le compte de profits et pertes.

Art. 23. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net. Sur ce bénéfice, il est prélevé un vingtième au moins qui sera affecté à la formation de la réserve légale, ce prélèvement cessant d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais reprenant cours si cette réserve venait à être entamée.

Le surplus demeurera à la disposition de l'Assemblée Générale qui en déterminera souverainement l'affectation en ce qui concerne le dividende, les mises en réserve et le report à nouveau.

Art. 24. Les dividendes seront payés aux époques et aux endroits fixés par le Conseil d'Administration.

Art. 25. En cas de dissolution de la société pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, l'Assemblée Générale des actionnaires désigne un ou plusieurs liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments et fixe la méthode de liquidation. A défaut de décision prise à cet égard par l'Assemblée Générale, les administrateurs en fonction sont considérés, tant à l'égard des tiers qu'à l'égard de la société, comme liquidateurs.

Art. 26. Le produit net de la liquidation après apurement des dettes et charges, sera réparti par parts égales entre toutes les actions de capital.

Art. 27. Les parties entendent se conformer entièrement à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et aux lois modificatives ainsi qu'à la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif. En conséquence, les dispositions de ces lois auxquelles il ne serait pas dérogé valablement par les présents statuts, sont considérées comme faisant partie intégrante du présent acte, telles qu'elles seront en vigueur au moment où se posera la question de leur application.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2000.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2001.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les actions ont été souscrites de la manière suivante:

1.- La société anonyme INTERNATIONAL FINANCE DEVELOPMENT COMPANY S.A., prédésignée, neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions	999
2.- La société IFDC (HK) LTD, prédésignée, une action	1
Total: mille actions	1.000

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de cent vingt-cinq mille euros (125.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de quatre-vingt-quinze mille francs luxembourgeois.

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est évalué à la somme de 5.042.487,50 LUF.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en Assemblée Générale Extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à quatre (4) et celui des commissaires à un (1).

Deuxième résolution

Sont nommés administrateurs:

1.- Monsieur Albert Abehsera, administrateur de sociétés, demeurant à Londres (Royaume-Uni), Président du Conseil d'Administration;

2.- Monsieur Vincent Goy, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg;

3.- Monsieur Michel Hardy, administrateur de sociétés, demeurant à Warisoulx (Belgique);

4.- Mademoiselle Marie-Paule Mockel, employée de banque, demeurant à Luxembourg.

Le mandat des administrateurs expirera immédiatement après l'assemblée générale statutaire de 2001.

Troisième résolution

Est nommée commissaire:

La société DELOITTE & TOUCHE avec siège social à L-8009 Strassen, 3, route d'Arlon.

Quatrième résolution

Le siège social est établi à L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: E. Rozencajg, E. Stilmant, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 15 février 2000, vol. 508, fol. 79, case 5. – Reçu 50.425 francs.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 2 mars 2000.

J. Seckler.

(13733/231/220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2000.

InterDynamic Fund, Fonds Commun de Placement à compartiments multiples.

REGLEMENT DE GESTION

Février 2000

Ce Règlement de Gestion du fonds commun de placement InterDynamic Fund et toutes les modifications futures, effectuées conformément à l'article 14 ci-dessous, gouvernent les relations légales entre:

i) La Société de Gestion IFDC INVESTMENT MANAGEMENT CO. S.A., une société anonyme avec siège social à Luxembourg, (ci-après appelée la «Société de Gestion») et les actionnaires de la Société de Gestion;

ii) La Banque Dépositaire, DISCOUNT BANK S.A., une société anonyme avec siège social à Luxembourg;

iii) Les souscripteurs et porteurs de parts de InterDynamic Fund (ci-après appelés les «porteurs de parts») qui acceptent ce Règlement en acquérant ces parts.

Art. 1^{er}. Le Fonds. InterDynamic Fund (ci-après le «Fonds») est un fonds commun de placement de droit luxembourgeois à compartiments multiples sans limitation de durée et régi notamment par la partie II de la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif («OPC») et soumis aux règles applicables aux OPC à compartiments multiples, communément appelés «umbrella funds», et mentionnées dans l'article 111 de cette même loi. Le Fonds a la forme d'une copropriété indivise entre les porteurs de parts, sans personnalité juridique, de tous les titres du Fonds. Il est géré dans l'intérêt des porteurs de parts par la Société de Gestion. Les actifs du Fonds sont détenus par la Banque Dépositaire et sont distincts de ceux de la Société de Gestion.

Les droits des porteurs de parts d'un compartiment sont indépendants des droits des porteurs de parts des autres compartiments.

Dans les relations des porteurs de parts avec les tiers, notamment les créanciers, le Fonds entier est obligé au paiement des dettes et les créanciers peuvent exercer leurs droits sur l'ensemble des actifs du Fonds indépendamment du compartiment particulier auquel ces dettes peuvent être attribuées, sauf accord contraire avec les créanciers.

Le Fonds se compose de compartiments distincts, constituant chacun une entité séparée, ouverts à l'initiative de la Société de Gestion.

La Société de Gestion décide, dans l'intérêt des porteurs de parts, de la liquidation d'un ou plusieurs compartiment(s), de la fusion d'un ou plusieurs compartiment(s), ou encore de faire apport d'un ou de plusieurs compartiment(s) à un autre organisme de placement collectif de droit luxembourgeois. Avis en sera donné aux porteurs de parts par publication dans le Mémorial ainsi que dans la presse conformément à l'article 15 du présent Règlement de Gestion.

Un ou plusieurs compartiment(s) peut(vent) être liquidé(s), fusionné(s) avec un autre compartiment ou apporté(s) à un autre organisme de placement collectif de droit luxembourgeois lorsque l'actif net d'un compartiment est tombé en dessous de USD 500.000,- (500.000 dollars des Etats-Unis d'Amérique) ou son équivalent en toute autre devise ou en cas de survenance d'événements en dehors du contrôle de la Société de Gestion tels que des changements d'ordre politique, économique ou monétaire.

Art. 2. La Société de Gestion. Le Fonds est géré pour le compte des porteurs de parts par la Société de Gestion, IFDC INVESTMENT MANAGEMENT CO. S.A., qui a son siège social à Luxembourg.

La Société de Gestion est investie de pouvoirs étendus, dans les limites de l'article 4 ci-dessous, quant à la gestion du Fonds pour le compte des porteurs de parts; en particulier, elle aura le droit d'acheter, vendre, souscrire, échanger et recevoir tous titres et d'exercer tous les droits directement ou indirectement en rapport avec les actifs du Fonds.

Le Conseil d'Administration de la Société de Gestion détermine la politique d'investissement du Fonds dans les limites décrites ci-dessous à l'article 4. Le Conseil d'Administration de la Société de Gestion peut faire appel aux services de Conseillers et/ou de Gestionnaires d'Investissements sous sa responsabilité et sa surveillance. La Société pourra en outre faire appel de manière générale à des consultants, des services d'information et à d'autres services. Tous les commissions et frais s'y rapportant seront supportés par la Société de Gestion exclusivement.

Art. 3. La Banque Dépositaire. La Banque Dépositaire est nommée par la Société de Gestion.

DISCOUNT BANK S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, active dans l'investissement et la banque privée, avec siège social à Luxembourg, a été nommée Banque Dépositaire.

La Société de Gestion ou la Banque Dépositaire peuvent mettre fin à ce contrat, à tout moment, moyennant un préavis écrit de 3 mois. Cependant, la Société de Gestion ne peut révoquer la Banque Dépositaire que lorsqu'une nouvelle banque dépositaire prend en charge les fonctions et les responsabilités de la Banque Dépositaire conformément au Règlement de Gestion. Après sa révocation, la Banque Dépositaire doit continuer à assumer ses fonctions aussi longtemps qu'il le faut pour le transfert de la totalité des actifs du Fonds à la nouvelle banque dépositaire.

En cas de dénonciation par la Banque Dépositaire, la Société de Gestion est obligée de désigner une nouvelle banque dépositaire qui reprend les fonctions et les responsabilités de la Banque Dépositaire conformément à ce Règlement de Gestion. Dans cette éventualité, la Banque Dépositaire continuera de remplir ses devoirs jusqu'à ce que les actifs du Fonds aient été transférés à la nouvelle Banque dépositaire.

Les actifs du Fonds, c'est-à-dire tous les titres et actifs liquides, sont détenus par la Banque Dépositaire pour le compte des porteurs de parts du Fonds. La Banque Dépositaire peut charger des banques et des institutions financières du dépôt de titres qui ne sont normalement pas traités au Luxembourg. La Banque Dépositaire peut placer, sous sa responsabilité, des titres chez des correspondants choisis par elle. La Banque Dépositaire remplit les fonctions bancaires habituelles concernant les comptes et les dépôts de titres. La Banque Dépositaire peut seulement effectuer des prélèvements sur les actifs du Fonds ou faire des paiements à des tiers pour le compte du Fonds, sur ordre de la Société de Gestion et dans les limites imposées par le Règlement de Gestion.

La Banque Dépositaire veille en tout temps à ce que seuls les placements et investissements, ainsi que les dépenses, dûment autorisés par le présent Prospectus et le Règlement de Gestion soient effectués.

La Banque Dépositaire doit en outre:

- a) s'assurer que la vente, l'émission, le rachat et l'annulation des parts effectués pour le compte du Fonds ou par la Société de Gestion ont lieu conformément à la loi ou au Règlement de Gestion;
- b) exécuter les instructions de la Société de Gestion, sauf si elles sont contraires à la loi ou au présent Règlement de Gestion;
- c) s'assurer que dans les opérations portant sur les actifs du Fonds, la contrepartie lui est remise dans les délais d'usage;
- d) s'assurer que les produits du Fonds reçoivent une affectation conforme au présent Règlement de Gestion.

La Banque Dépositaire aura droit à une commission de dépôt à la charge des actifs du Fonds; la commission est équivalente à celle demandée normalement par les banques.

Art. 4. Politique d'Investissement. Le Fonds a pour objectif principal d'offrir aux investisseurs une sélection de valeurs mobilières, en vue de la réalisation de gains élevés et réguliers compte tenu de la préservation du capital, de la stabilité de la valeur et d'un haut coefficient de liquidité des avoirs, tout en respectant le principe de la diversification des risques d'investissement.

Toutes ces valeurs mobilières sont généralement admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou négociées sur un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public dans un Etat membre de l'Union Européenne ou dans un état européen non membre de l'Union Européenne, d'Amérique du Nord ou du Sud, d'Asie, d'Afrique ou d'Océanie.

La Société de Gestion se réserve le droit de constituer des compartiments qui investiront en valeurs mobilières correspondant aux zones géographiques, aux secteurs industriels, aux zones monétaires ou au type spécifique d'actions ou d'obligations tels que déterminés de temps à autre par la Société de Gestion.

Chaque compartiment pourra investir jusqu'à 20% de ses actifs nets en valeurs mobilières non cotées en bourse ou non traitées sur un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public.

Sauf disposition contraire décrite dans les paragraphes suivants, chaque compartiment pourra acquérir jusqu'à 20% des titres de même nature d'un même émetteur.

Sauf disposition contraire décrite dans les paragraphes suivants, chaque compartiment pourra acquérir jusqu'à 20% de ses actifs nets dans des titres d'un même émetteur.

Chaque compartiment sera autorisé à procéder à des opérations sur les marchés à terme et dérivés dans une limite d'engagement d'une fois son actif total.

Néanmoins,

- Le compartiment INTERDYNAMIC FUND - Global Opportunities pourra investir au-delà de 50% de ses actifs nets en titres d'autres fonds d'investissement¹ poursuivant une politique d'investissement en valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire et domiciliés dans un Etat membre de l'OCDE, pour autant que ces fonds bénéficient d'une réglementation équivalente à celle du Fonds en matière de répartition des risques, soient soumis à une autorité de contrôle similaire à celle du Grand-Duché de Luxembourg et se conforment à une réglementation ayant pour but la protection des investisseurs («Réglementé»). Dans le cadre des fonds ne rentrant pas dans les critères définis ci-avant, le compartiment ne pourra investir plus de 10% de ses actifs nets dans un même fonds et plus de 10% des titres de même nature d'un même fonds. Le compartiment INTERDYNAMIC FUND - Global Opportunities pourra en outre investir ponctuellement jusqu'à 50% de ses actifs nets dans les titres d'un même fonds et jusqu'à 50% des titres de même nature d'un même fonds pour autant que ce fonds soit réglementé comme défini ci-avant.

Le compartiment INTERDYNAMIC FUND - Global Opportunities ne pourra pas investir dans d'autres fonds dont la politique d'investissement principale consiste à investir dans d'autres fonds d'investissement.

Par ailleurs, le Fonds se réserve la possibilité d'investir dans des fonds du même promoteur, les commissions d'entrée et de rachat encourues à cette occasion étant ristournées au Fonds alors que la part des actifs nets représentée par ces fonds sera déduite du calcul des actifs nets moyens pour le calcul de la commission de gestion; les autres frais et commissions n'étant pas affectés.

- Les compartiments INTERDYNAMIC FUND - EUR Money Market et INTERDYNAMIC FUND - USD Money Market pourront placer jusqu'à 100% de leurs actifs nets en dépôts bancaires de montants et d'échéances différentes selon le principe de la répartition des risques.

Pour les compartiments INTERDYNAMIC FUND EUR - Money Market et INTERDYNAMIC FUND - USD Money Market, l'ensemble des restrictions d'investissement reprises dans les paragraphes suivants et qui font référence aux actifs nets de ces compartiments doit être augmenté à due concurrence du montant des emprunts auxquels ces compartiments peuvent avoir recours.

De plus, le Fonds sera autorisé:

- à recourir aux techniques et instruments qui ont pour objet des valeurs mobilières, à condition que le recours à ces techniques et instruments soit fait en vue d'une bonne gestion du portefeuille;
- à recourir à des techniques et à des instruments destinés à couvrir les risques de change dans le cadre de la gestion de leur patrimoine ou destinés à dynamiser les performances.

I. Techniques et instruments qui ont pour objet des valeurs mobilières.

Le Fonds pourra intervenir dans:

- des opérations portant sur des options;
- des opérations portant sur des contrats à terme sur instruments financiers et sur des options sur de tels contrats;
- des opérations de prêt sur titres;
- des opérations à réméré.

1. Opérations portant sur des options sur valeurs mobilières.

Le Fonds peut acheter et vendre tant des options d'achat que des options de vente à condition qu'il s'agisse d'options qui sont négociées sur un marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public.

Dans le cadre des opérations précitées, le Fonds doit observer les règles suivantes:

1.1. Règles applicables aux acquisitions d'options.

La somme des primes payées pour l'acquisition des options d'achat et des options de vente en cours qui sont visées ici ne peut pas, ensemble avec la somme des primes payées pour l'acquisition des options d'achat et des options de vente en cours dont il est question sous le point 2.3. ci-après, dépasser 15% de la valeur de l'actif net du Fonds.

1.2. Règles destinées à assurer la couverture des engagements qui résultent des opérations sur options.

Au moment de la conclusion de contrats portant sur la vente d'options d'achat, le Fonds doit détenir soit les titres sous-jacents, soit des options d'achat équivalentes ou d'autres instruments qui sont susceptibles d'assurer une couverture adéquate des engagements qui résultent des contrats en question, tels des warrants. Les titres sous-jacents aux options d'achat vendues ne peuvent pas être réalisés aussi longtemps que ces options existent à moins que celles-ci ne soient couvertes par des options contraires ou par d'autres instruments qui peuvent être utilisés dans ce but. Il en est de même des options d'achat équivalentes ou des autres instruments que le Fonds doit détenir lorsqu'il ne possède pas les titres sous-jacents au moment de la vente des options afférentes.

Par dérogation à cette règle, le Fonds peut vendre des options d'achat portant sur des titres qu'il ne possède pas au moment de la conclusion du contrat d'option si les conditions suivantes sont respectées:

- le prix d'exercice des options d'achat ainsi vendues ne peut pas dépasser 25% de la valeur de l'actif net du Fonds;
- le Fonds doit à tout instant être en mesure d'assurer la couverture des options prises dans le cadre de ces ventes.

L'attention des investisseurs est attirée sur le risque de perte éventuelle qui pourrait résulter de cette couverture et qui se trouverait augmenté à due concurrence du montant des emprunts éventuellement consacrés à ce type d'investissement.

Lorsqu'il vend des options de vente, le Fonds doit être couvert pendant toute la durée du contrat d'option par les liquidités dont il peut avoir besoin pour payer les titres qui lui sont livrés en cas d'exercice des options par la contrepartie.

1.3. Conditions et limites des ventes d'options d'achat et des ventes d'options de vente.

La somme des engagements qui découlent des ventes d'options d'achat et des ventes d'options de vente (à l'exclusion des ventes d'options d'achat pour lesquelles le Fonds dispose d'une couverture adéquate) et la somme des engagements qui découlent des opérations visées au point 2.3. ci-après ne peuvent à aucun moment dépasser ensemble la valeur de l'actif net du Fonds.

Dans ce contexte, l'engagement sur les contrats d'options d'achat et de vente vendus est égal à la somme des prix d'exercice des options.

1.4. Règles concernant l'information périodique au public.

Dans ses rapports financiers, le Fonds doit désigner les titres du portefeuille qui font l'objet d'une option et relever individuellement les ventes d'options d'achat portant sur des titres qui ne sont pas compris dans le portefeuille. Il doit de même indiquer par catégorie d'option la somme des prix d'exercice des options en cours à la date de référence des rapports en question.

2. Opérations portant sur des contrats à terme et des contrats d'option sur instruments financiers.

A l'exception des opérations de gré à gré dont il est question sous le point 2.2. et 2.3. ci-après, les opérations qui sont visées ici ne peuvent porter que sur des contrats qui sont négociés sur un marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public.

Sous réserve des conditions qui sont précisées ci-après, ces opérations peuvent être traitées dans un but de couverture ou dans un autre but.

2.1. Opérations qui ont pour but la couverture de risques liés à l'évolution des marchés boursiers.

Dans le but de se couvrir globalement contre le risque d'une évolution défavorable des marchés boursiers, le Fonds peut vendre des contrats à terme sur indices boursiers. Dans le même but, il peut aussi vendre des options d'achat ou acheter des options de vente sur indices boursiers.

En principe, le total des engagements ayant trait à des contrats à terme et à des contrats d'option sur indices boursiers ne doit pas dépasser la valeur d'évaluation globale des titres détenus par le Fonds dans le marché correspondant à cet indice.

2.2. Opérations qui ont pour but la couverture des risques de variation des taux d'intérêt.

Dans le but de se couvrir globalement contre les risques de variation des taux d'intérêt, le Fonds peut vendre des contrats à terme sur taux d'intérêt. Dans le même but, il peut aussi vendre des options d'achat ou acheter des options de vente sur taux d'intérêt ou encore procéder à des échanges de taux d'intérêt dans le cadre d'opérations de gré à gré traitées avec des institutions financières de premier ordre pratiquant couramment ce type d'opérations (opérations du marché OTC).

En principe, le total des engagements ayant trait à des contrats à terme, des contrats d'option et des contrats d'échange sur taux d'intérêt ne doit pas dépasser la valeur d'évaluation globale des actifs à couvrir détenus par le Fonds dans la devise correspondant à celle des contrats en question.

2.3. Opérations qui sont traitées dans un but autre que de couverture.

Le Fonds peut, dans un but autre que de couverture, acheter et vendre des contrats à terme et des contrats d'option sur tous types d'instruments financiers (y compris des contrats sur devises) à condition que la somme des engagements qui découlent de ces opérations d'achat et de vente cumulée avec la somme des engagements qui découlent des ventes d'options d'achat et des ventes d'options de vente sur valeurs mobilières et sur devises ne dépasse à aucun moment la valeur de l'actif net du Fonds.

Les ventes d'options d'achat sur valeurs mobilières pour lesquelles le Fonds dispose d'une couverture adéquate n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de la somme des engagements qui sont cités ci-avant.

Dans ce contexte, les engagements qui découlent des opérations qui n'ont pas pour objet des options sur valeurs mobilières sont définis comme suit:

- l'engagement découlant des contrats à terme est égal à la valeur de liquidation des positions nettes des contrats portant sur des instruments financiers identiques (après compensation entre positions acheteuses et vendeuses), sans qu'il y ait lieu de tenir compte des échéances respectives et

- l'engagement découlant des contrats d'option achetés et vendus est égal à la somme des prix d'exercice des options composant les positions nettes vendeuses portant sur un même actif sous-jacent, sans qu'il y ait lieu de tenir compte des échéances respectives.

Les opérations qui sont visées ici ne peuvent porter que sur des contrats qui sont négociés sur un marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, ou traitées avec des institutions financières de premier ordre pratiquant couramment ce type d'opérations (opérations du marché OTC).

Il est rappelé que la somme des primes payées pour l'acquisition des options d'achat et des options de vente en cours qui sont visées ici ne peut pas, ensemble avec la somme des primes payées pour l'acquisition des options d'achat et des options de vente sur valeurs mobilières et sur devises dont il est question sous le point 1.1. ci-avant, dépasser 15% de la valeur de l'actif net du Fonds.

3. Opérations de prêt sur titres.

Le Fonds peut s'engager dans des opérations de prêt sur titres à condition de respecter les règles suivantes:

3.1. Règles destinées à assurer la bonne fin des opérations de prêt.

Le Fonds peut seulement prêter des titres dans le cadre d'un système standardisé de prêt organisé par un organisme reconnu de compensation de titres ou par une institution financière de premier ordre spécialisée dans ce type d'opérations.

Dans le cadre de ses opérations de prêt, le Fonds doit recevoir en principe une garantie dont la valeur au moment de la conclusion du contrat de prêt est au moins égale à la valeur d'évaluation globale des titres prêtés.

Cette garantie doit être donnée sous forme de liquidités et/ou de titres émis ou garantis par les Etats membres de l'OCDE ou par leurs collectivités publiques territoriales ou par les institutions et organismes supranationaux à caractère communautaire, régional ou mondial, bloqués au nom du Fonds jusqu'à l'expiration du contrat de prêt.

3.2. Conditions et limites des opérations de prêt.

Les opérations de prêt ne peuvent pas porter sur plus de 50% de la valeur d'évaluation globale des titres en portefeuille. Cette limitation n'est pas d'application lorsque le Fonds est en droit d'obtenir à tout instant la résiliation du contrat et la restitution des titres prêtés. Les opérations de prêt ne peuvent pas s'étendre au-delà d'une période de 30 jours.

4. Opérations à réméré.

Le Fonds peut s'engager dans des opérations à réméré qui consistent dans des achats et des ventes de titres dont les clauses réservent au vendeur le droit de racheter de l'acquéreur les titres vendus à un prix et à un terme stipulés entre les deux parties lors de la conclusion du contrat. Le Fonds peut intervenir soit en qualité d'acheteur, soit en qualité de vendeur dans des opérations à réméré. Son intervention dans les opérations en cause est cependant soumise aux règles suivantes:

4.1. Règles destinées à assurer la bonne fin des opérations à réméré.

Le Fonds ne peut acheter ou vendre des titres à réméré que si les contreparties dans ces opérations sont des institutions financières de premier ordre spécialisées dans ce type d'opérations.

4.2. Conditions et limites des opérations à réméré.

Pendant la durée de vie d'un contrat d'achat à réméré, le Fonds ne peut pas vendre les titres qui font l'objet de ce contrat avant que le rachat des titres par la contrepartie ne soit exercé ou que le délai de rachat n'ait expiré.

Le Fonds doit veiller à maintenir l'importance des opérations d'achat à réméré à un niveau tel qu'il lui est à tout instant possible de faire face à son obligation de rachat.

II. Techniques et instruments destinés à couvrir les risques de change auxquels le Fonds s'expose dans le cadre de la gestion de son patrimoine.

Dans un but de protection de ses actifs contre des fluctuations de change, le Fonds peut s'engager dans des opérations qui ont pour objet la vente de contrats à terme sur devises ainsi que la vente d'options d'achat ou l'achat d'options de vente sur devises. Les opérations qui sont visées ici ne peuvent porter que sur des contrats qui sont négociés sur un marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, ou traitées avec des institutions financières de premier ordre pratiquant couramment ce type d'opérations (opérations du marché OTC).

Dans le même but, le Fonds peut aussi vendre à terme ou échanger des devises dans le cadre d'opérations de gré à gré traitées avec des institutions financières de premier ordre spécialisées dans ce type d'opérations.

Le but de couverture des opérations précitées présuppose l'existence d'un lien direct entre celles-ci et les actifs à couvrir, ce qui implique que les opérations traitées dans une devise déterminée ne peuvent pas en principe dépasser en volume la valeur d'évaluation de l'ensemble des actifs libellés dans cette même devise, ni la durée de détention de ces actifs.

Lorsque les pourcentages maximum précités seront dépassés par suite de l'exercice de droits attachés aux titres du portefeuille ou autrement que par l'achat de titres, le Fonds veillera en priorité à régulariser la situation, l'intérêt des détenteurs de parts étant dûment considéré.

Art. 5. Souscription de Parts du Fonds. La Société de Gestion émettra les parts pour chaque compartiment du Fonds. Des certificats représentatifs de parts peuvent être émis. Les certificats seront délivrés dans les 5 jours ouvrables suivant le paiement du prix de souscription à la Banque Dépositaire conformément aux dispositions du prospectus de vente.

La Société de Gestion doit observer les lois et les règlements des pays dans lesquels les parts du Fonds sont offertes. La Société de Gestion peut, à tout moment et à son gré, suspendre ou limiter l'émission de parts du Fonds, temporairement ou de manière permanente, pour des personnes physiques ou morales dans certains pays ou régions. La Société de Gestion peut exclure certaines personnes physiques ou morales de l'achat de parts du Fonds si une telle mesure est nécessaire dans sa totalité.

De plus, la Société de Gestion peut:

- refuser des demandes de souscription à son gré,
- racheter, à tout moment, des parts du Fonds appartenant à des porteurs exclus de la possession de parts du Fonds.

Le Conseil d'Administration de la Société de Gestion est autorisé à déterminer le montant minimum de souscription initiale et subséquente dans la devise de référence de chaque compartiment.

Le Conseil d'Administration de la Société de Gestion est autorisé à procéder à la division des parts de chaque compartiment.

La possibilité est offerte aux porteurs de parts de souscrire ou de procéder au rachat de parts fractionnées.

Art. 6. Prix d'Emission. Les demandes de souscription reçues par la Société de Gestion au plus tard à 12.00 heures (heure locale) le jour de calcul de la valeur nette d'inventaire seront traitées à un prix correspondant à la valeur nette d'inventaire calculée ce jour augmentée d'une commission de souscription, conformément aux dispositions reprises dans le prospectus de vente.

Les demandes reçues après 12.00 heures le jour du calcul de la valeur nette d'inventaire seront prises en considération pour le calcul de la valeur nette d'inventaire suivant.

Art. 7. Certificat de Parts. Toute personne physique ou morale, sous réserve des restrictions de l'article 5 de ce Règlement, a le droit d'acquérir des parts dans le Fonds. La qualité de propriétaire de parts du Fonds sera établie soit par l'inscription au registre des parts, auquel cas il sera délivré une confirmation écrite (porteurs de parts nominatives) soit par des certificats remis à l'investisseur (certificats au porteur) après le paiement du prix d'achat correspondant dans la devise de référence du compartiment concerné.

Les certificats au porteur sont délivrés par la Banque Dépositaire sur ordre de la Société de Gestion ou sous son contrôle. Chaque certificat portera les signatures de la Société de Gestion et de la Banque Dépositaire. La Société de Gestion est autorisée à percevoir, au profit du Fonds, une commission forfaitaire lors de la souscription de certificats au porteur, pour couvrir les frais y afférents dont le minimum est déterminé par la Société de Gestion dans la devise de référence de chaque compartiment et dont le maximum n'excédera pas un pour mille de la valeur nette d'inventaire des parts souscrites. En tout état de cause et compte tenu de la devise de référence du compartiment, un minimum de dix euros ou son équivalent dans la devise du compartiment concerné sera dû.

Art. 8. Valeur Nette d'Inventaire. La valeur nette d'inventaire par part dans chaque compartiment est exprimée dans la devise de référence du compartiment concerné et est déterminée par la Société de Gestion le jour prévu par le prospectus de vente suivant le compartiment concerné, sous le contrôle de la Banque Dépositaire, en divisant la valeur d'inventaire nette totale de chaque compartiment du Fonds par le nombre des parts en circulation de chaque compartiment du Fonds. Lorsque le jour de la détermination de la valeur nette d'inventaire n'est pas un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, le calcul est reporté au jour bancaire ouvrable suivant.

La valeur des actifs du Fonds est établie comme suit:

A moins de stipulations contraires précisées dans une éventuelle annexe portant sur le compartiment concerné, les avoirs du Fonds seront évalués comme suit:

(a) Les valeurs mobilières admises à la cote d'une bourse de valeurs ou négociées sur un autre marché réglementé seront évaluées au dernier cours connu sur cette bourse ou sur ce marché. Si une valeur mobilière est cotée sur plusieurs bourses ou marchés, le dernier prix connu sur la bourse ou le marché le plus représentatif pour ces valeurs mobilières sera déterminant.

(b) Les titres ou les valeurs mobilières qui ne sont pas admises à la cote officielle d'une bourse ou négociées sur un marché réglementé en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public ou pour lesquelles aucun cours n'est connu ou dont le prix n'est pas représentatif de leur valeur probable de négociation, seront évalués avec prudence et bonne foi sur la base de leur valeur probable de réalisation sous la responsabilité de la Société de Gestion.

(c) Les titres de créances négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant celui des émissions de titres équivalents affecté, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur du titre. Toutefois, les titres de créances négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à trois mois, et en l'absence de sensibilité particulière, pourront être évalués selon la méthode linéaire. Les modalités d'application de ces règles sont fixées par la société de gestion.

(d) Les parts ou actions de Fonds sont évaluées à leur dernière valeur nette d'inventaire connue.

(e) les valeurs exprimées dans une devise autre que la devise de référence du compartiment concerné seront converties en cette devise sur base de la moyenne des derniers cours vendeur et acheteur applicables à cette devise.

(f) Les opérations portant sur des instruments financiers à terme ferme ou conditionnels négociés sur des marchés organisés sont valorisés à la valeur de marché. Si cette valeur n'est pas représentative, elles seront évaluées avec prudence et bonne foi sur la base de leur valeur probable de réalisation.

(g) Les contrats à terme ou conditionnels ou les contrats d'échange conclus sur les marchés de gré à gré, autorisés par la réglementation luxembourgeoise applicable aux organismes de placement collectif, sont valorisés à la valeur de marché. Si cette valeur n'est pas représentative, elles seront évaluées avec prudence et bonne foi sur la base de leur valeur probable de réalisation.

Tous les autres postes d'actif et de passif seront évalués à leur valeur de marché probable en accord avec les méthodes et procédures d'évaluation généralement acceptées, et en particulier les intérêts à recevoir sur les titres à taux d'intérêt fixe et dépôts bancaires seront comptabilisés sur une base cumulée tandis que les actions seront comptabilisées avant dividendes.

Les dettes du Fonds, qui incluront les commissions payables à la Société de Gestion, ainsi que les autres provisions sur toutes autres dépenses et commissions payables dans le fonctionnement normal du Fonds (comme cela est décrit dans le prochain paragraphe «Dépenses, Commissions et fiscalité»), seront calculées selon les principes comptables généralement acceptés.

Tous les postes d'actif et de passif de chaque compartiment qui ne sont pas exprimés dans la devise de comptabilité du compartiment seront convertis en cette devise sur la base du taux de change applicable le jour du calcul de la valeur nette d'inventaire.

Au cas où des circonstances extraordinaires rendraient une telle évaluation impossible ou inadéquate, la Société de Gestion sera autorisée à déterminer des règles d'évaluation différentes dans le but d'assurer, avec prudence et bonne foi, une évaluation équitable des avoirs du Fonds.

Art. 9. Suspension de l'Evaluation de la Valeur Nette d'Inventaire ainsi que de la Souscription et du Rachat de parts du Fonds. La Société de Gestion pourra suspendre la détermination de la valeur nette d'inventaire des parts d'un ou plusieurs compartiments du Fonds, l'émission et le rachat des parts de ces compartiments,

- pendant toute la période pendant laquelle une des principales bourses des valeurs ou autres marchés, où une part substantielle des actifs d'un compartiment serait investie, est fermée en dehors d'une période de congé ou pendant laquelle les opérations y sont restreintes ou suspendues;

- lorsque des circonstances exceptionnelles empêchent le Fonds de disposer normalement de ses avoirs attribuables à un compartiment ou de les évaluer correctement;

- lorsque les moyens de communication normalement employés pour déterminer le prix ou la valeur des investissements d'un compartiment ou le prix courant des valeurs sur une bourse, sont hors de service;

- pendant toute la période où le Fonds est dans l'incapacité de rapatrier des fonds en vue d'effectuer le paiement de rachats de parts ou pendant laquelle un transfert de Fonds relatif à l'acquisition ou à la réalisation d'investissements ou aux paiements dus à la suite du rachat de parts, ne peut être effectué selon l'avis de la Société de Gestion, à un cours de change normal;

- dès la date de prise d'effet de la fermeture d'un compartiment;

- lorsqu'une défaillance des moyens informatiques rend impossible le calcul de la valeur nette d'inventaire.

- En outre, en cas de demandes de rachat importantes, la société de gestion se réserve le droit d'effectuer un paiement étalé dans le temps de ces rachats de part si elle estime que l'intérêt des copropriétaires l'exige.

Art. 10. Rachat. Les porteurs de parts peuvent demander à tout moment le rachat de leurs parts à la valeur de remboursement.

Les demandes de rachat accompagnées des éventuels certificats de parts sont acceptées aux guichets de la Banque Dépositaire.

Les demandes de rachat ou, dans le cas de porteurs de certificats au porteur, les certificats correspondants, reçus par la Société de Gestion au plus tard à 12.00 heures (heure locale) le jour de calcul de la valeur nette d'inventaire seront traitées à un prix correspondant à la valeur nette d'inventaire calculée conformément aux dispositions reprises dans le prospectus de vente.

Les demandes reçues après 12.00 heures le jour du calcul de la valeur nette d'inventaire seront prises en considération pour le calcul de la valeur nette d'inventaire suivant.

Le prix de rachat pourra, selon le développement de la valeur nette d'inventaire, être supérieur ou inférieur au prix d'achat payé. Normalement, étant donné qu'un niveau de liquidité suffisant doit être maintenu dans les actifs du Fonds, le paiement des parts rachetées est fait dans les délais prévus par le prospectus de vente pour la détermination du prix de rachat et après réception des certificats, à moins qu'il n'y ait des causes spécifiques, telles que des restrictions de change, ou des circonstances en dehors du contrôle de la Banque Dépositaire, qui rendent impossible le transfert du montant du rachat dans le pays où le rachat est demandé.

Dans le cas de demandes de rachat massives, la Société de Gestion peut décider de différer le calcul du prix de rachat jusqu'à ce qu'elle ait vendu les actifs nécessaires.

Art. 11. Dépenses du Fonds. Le Fonds prendra en charge les dépenses encourues par la Société de Gestion dans le cadre de sa mission de gestion du Fonds, notamment les dépenses de communication, d'administration générale, d'impression de rapports d'activités, de déplacements pour la bonne gestion du portefeuille et/ou qui seraient commandées par l'intérêt des copropriétaires, les frais de toute publication à destination des copropriétaires et des autorités de contrôle, les frais de cotation et de tenue des comptes (comptables et auditeurs), les frais légaux, les frais bancaires et de commissions résultant des opérations d'investissement (frais de courtage, dépôts et transferts de titres, opérations de change, intérêts, ...).

En outre, le Fonds assumera les frais de la Banque Dépositaire, d'actes, de transferts et les commissions de l'agent payeur.

La Société de Gestion aura le droit d'accepter le paiement et de conserver à son profit, sans qu'aucune personne physique ne puisse directement en bénéficier à son tour, toutes les commissions, le courtage et les ristournes sur courtage qui proviendraient de sa fonction d'intermédiaire concernant les opérations d'achat et de vente de titres effectuées pour le compte du Fonds et dans l'intérêt des porteurs de parts. Les rapports financiers de la Société de Gestion feront état de ces commissions.

Toutes les dépenses consécutives à l'émission de nouvelles parts et relatives à la gestion du portefeuille de valeurs seront affectées comme charges d'exploitation du Fonds à la date de leur réalisation.

Art. 12. Année comptable et Révision. L'année comptable du Fonds se termine chaque 31 décembre et pour la première fois le 31 décembre 2000.

Le relevé annuel des comptes de la Société de Gestion et la liste des placements du Fonds sont révisés par des réviseurs externes, nommés par la Société de Gestion.

Pour l'établissement des états financiers globalisés du Fonds, il sera procédé à la conversion des soldes des comptes des compartiments de leur devise de référence en USD.

Art. 13. Distribution. En raison de son objectif de maximisation de plus-value à moyen terme, le Fonds ne prévoit pas de verser de revenus annuels sous forme de dividendes à ses copropriétaires, mais plutôt de réinvestir et de capitaliser ses résultats nets, à l'exception de ceux qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

Art. 14. Modifications du Règlement de Gestion. La Société de Gestion peut modifier ce Règlement de Gestion en tout ou en partie, à tout moment, dans l'intérêt des porteurs de parts, avec l'accord de la Banque Dépositaire.

Les modifications entreront en vigueur le jour de leur publication dans le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 15. Avis. Le prospectus, le Règlement de Gestion et le rapport annuel révisé du Fonds publié dans les 4 mois suivant la fin de l'année comptable ainsi que tous les rapports semestriels non révisés du Fonds, publiés dans les deux mois suivant la fin de la période concernée, seront disponibles pour les porteurs de parts aux sièges sociaux de la Société de Gestion, de la Banque Dépositaire et de toutes les agences de paiement où une copie sera mise à la disposition des porteurs de parts.

La valeur nette d'inventaire des parts de chaque compartiment du Fonds et le prix d'émission, de conversion et de rachat par part seront disponibles au siège social de la Société de Gestion.

Tout avis aux porteurs de parts relatif à la liquidation du Fonds sera publié dans le Luxemburger Wort et lorsque nécessaire, dans le «Mémorial».

Tous avis aux porteurs de parts relatifs notamment aux modifications au Règlement de Gestion, à la liquidation d'un compartiment du Fonds, à la fusion entre deux ou plusieurs compartiments ou encore à l'apport d'un ou plusieurs compartiment(s) à un autre organisme de placement collectif de droit luxembourgeois ainsi que toutes informations ayant trait à une suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire des divers compartiments du Fonds, de l'émission, de la conversion ou du rachat des parts correspondantes seront publiés dans le Luxemburger Wort et lorsque nécessaire dans le Mémorial.

Art. 16. Passage d'un Compartiment à un autre. Les porteurs de parts ont la faculté de passer d'un compartiment à l'autre sans frais de souscription mais en s'acquittant des frais de rachat relatifs au compartiment d'origine.

Le porteur de parts qui désire convertir tout ou partie de ses parts peut à tout moment en faire la demande par écrit à la Société de Gestion ou à la Banque Dépositaire, en précisant le nombre de parts à convertir vers le nouveau compartiment choisi.

Lorsque c'est applicable, le porteur de parts doit joindre à cette demande les certificats représentatifs des parts à convertir.

Les demandes de passage d'un compartiment à un autre, reçues par la Société de Gestion au plus tard à 12.00 heures le jour du calcul de la valeur nette d'inventaire du fonds racheté, seront traitées sur base de la valeur nette calculée ce jour.

Les demandes reçues après 12.00 heures le jour du calcul de la valeur nette d'inventaire seront prises en considération pour le calcul de la valeur nette d'inventaire suivant.

Art. 17. Durée du Fonds, Dissolution, Fusion, Scission et Apport. Le Fonds est établi pour une durée indéterminée.

La Société de Gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le Fonds à un autre Fonds, soit scinder le Fonds en deux ou plusieurs autres Fonds communs dont elle assurera la gestion.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'un mois après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à l'émission de nouvelles parts à chaque porteur.

La Société de Gestion est compétente pour prendre toute décision en rapport avec la vie sociale du Fonds.

Le Fonds se trouve en état de liquidation:

- à l'échéance du délai éventuellement fixé par le règlement de gestion;
- en cas de cessation des fonctions de la Société de Gestion ou du dépositaire s'ils n'ont pas été remplacés dans les deux mois;

- en cas de faillite de la Société de Gestion;

- si l'actif net des compartiments réunis du Fonds demeure pendant plus de 6 mois inférieurs au quart du minimum légal prévu dans l'article 22, soit EUR 1.239.467,62 (ou LUF 50 millions), le Fonds se trouve en état de liquidation. Si l'actif net des compartiments réunis du Fonds est devenu inférieur au deux tiers du minimum légal, l'autorité de contrôle peut, compte tenu des circonstances, obliger la Société de Gestion à mettre le Fonds en état de liquidation.

La Société de Gestion peut dissoudre par anticipation le Fonds; elle informe les porteurs de parts de sa décision, et à partir de cette date les demandes de souscription et de rachat ne sont plus acceptées.

La prorogation d'un Fonds peut être décidée par la Société de Gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le Fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et des autorités de surveillance.

Il peut être dissous à tout moment avec l'accord mutuel de la Société de Gestion et la Banque Dépositaire. Le fait entraînant l'état de liquidation sera publié dans le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations du Grand-Duché du Luxembourg et dans le Luxemburger Wort.

Aucune part ne pourra être souscrite, rachetée ou convertie à partir de la survenance du fait entraînant l'état de liquidation du Fonds.

La Société de Gestion disposera des actifs du Fonds au mieux des intérêts des porteurs de parts, et la Banque Dépositaire distribuera le produit net de la liquidation aux porteurs de parts, après déduction des frais et charges de la liquidation. Ce produit leur sera distribué proportionnellement à leurs avoirs, conformément aux directives de la Société de Gestion.

Les porteurs de parts, leurs héritiers, ou tous autres ayants droit ne peuvent demander la dissolution ou la division du Fonds.

Lorsque la Société de Gestion décide de liquider un compartiment, aucune part de ce compartiment ne sera plus émise. Avis sera donné aux porteurs de parts de ce compartiment par la Société de Gestion par publication au Mémorial et dans le Luxemburger Wort.

En attendant la mise à exécution de la décision de liquidation d'un compartiment, la Société de Gestion continue à rembourser les parts du compartiment concerné. Pour ce remboursement, la Société de Gestion doit se baser sur la valeur Nette d'Inventaire qui est établie de façon à tenir compte des frais de liquidation mais sans déduction d'une commission de rachat. La Société de Gestion rachètera les parts du compartiment et remboursera les porteurs de parts proportionnellement au nombre de parts détenues. Le produit de liquidation qui ne pourrait être distribué à la clôture de la liquidation sera gardé en dépôt auprès de la Banque Dépositaire pendant une période maximale de 6 mois; passé ce délai, tout solde éventuel sera déposé auprès de la Caisse des Consignations à Luxembourg.

La Société de Gestion peut décider de fusionner deux ou plusieurs compartiments. Dans ce cas, un avis sera donné aux porteurs de parts concernés par la fusion par la Société de Gestion par publication au Mémorial et dans le Luxemburger Wort. Dans ce cas, les porteurs de parts auront la possibilité soit de demander le remboursement sans frais de leurs parts, soit de convertir leurs parts sans frais de sortie en parts d'autres compartiments que ceux concernés par la fusion pendant une période d'un mois à compter de la date de la publication de cet avis. Passé ce délai, la décision relative à la fusion engagera l'ensemble des porteurs de parts qui n'ont pas fait usage de cette possibilité.

La Société de Gestion peut encore décider d'apporter un ou plusieurs compartiment(s) à un autre organisme de placement collectif de droit luxembourgeois. Avis en sera donné aux porteurs de parts du compartiment concerné par la Société de Gestion par publication au Mémorial et dans le Luxemburger Wort. Dans ce cas, les porteurs de parts auront la possibilité de sortir sans frais ni commissions du compartiment pendant une période d'un mois à compter de la date de publication de cet avis. Passé ce délai, la décision relative à l'apport engagera l'ensemble des porteurs de parts qui n'ont pas fait usage de cette possibilité. Cet apport fait l'objet d'un examen et d'un rapport écrit établi par un réviseur d'entreprises au moment de l'apport.

Art. 18. Prescription. Les actions des porteurs de parts contre la Société de Gestion ou la Banque Dépositaire sont prescrites 5 ans après la date de la survenance de l'incident y donnant lieu.

Art. 19. Loi Applicable, Juridiction et Langue de Référence. Le Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg aura compétence pour trancher tous les litiges entre les porteurs de parts, la Société de Gestion, les actionnaires de cette dernière et la Banque Dépositaire. La loi luxembourgeoise sera applicable. La Société de gestion et/ou la Banque Dépositaire peuvent néanmoins se soumettre elles-mêmes et soumettre le Fonds à la juridiction des pays dans lesquels les parts du Fonds sont offertes et vendues pour des réclamations d'investisseurs sollicités par des agents de vente dans ces pays.

La version française de ce Règlement de Gestion fait foi.

La Société de Gestion et la Banque Dépositaire peuvent néanmoins admettre l'utilisation de traductions approuvées par elles, dans les langues des pays dans lesquels les parts du Fonds sont offertes et vendues. De telles traductions feront alors foi pour les parts vendues aux investisseurs de ces pays.

Art. 20. Engagements. INTERNATIONAL FINANCE DEVELOPMENT COMPANY S.A., Luxembourg, en tant qu'actionnaire principale de la Société de Gestion, garantit conjointement et solidairement avec la Société de Gestion que celle-ci observera strictement le Règlement de Gestion.

¹ Notion englobant notamment toute forme d'organisme de placement collectif (OPC).

Fait en double exemplaire, en février 2000.

La Société de Gestion
Signatures

La Banque Dépositaire
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 6 mars 2000, vol. 534, fol. 41, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(13734/047/519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2000.

BANIF RENTA FIJA MULTIDIVISA FUND, Fonds Commun de Placement.

—
AMENDMENT DATED 1 FEBRUARY 2000
TO THE CONSOLIDATED MANAGEMENT REGULATIONS DECEMBER 1998

Page 2:

Chapter 1. The Fund

The third paragraph of Chapter 1: replace BANQUE DE GESTION EDMOND DE ROTHSCHILD LUXEMBOURG by BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD LUXEMBOURG.

The fourth paragraph of Chapter 1 should read as follows:

«The Fund is managed by the Management Company in accordance with the Management Regulations of the Fund («the Management Regulations»). The Management Regulations were filed with the Registrar of the Luxembourg District Court, where these documents are available for inspection. Copies may be obtained, upon request, against payment of the registrar's fees. The Management Regulations were amended and published on 21 October 1995, 26 July 1997, 18 August 1997, 8 April 1998 and 24 December 1998 in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations du Grand-Duché de Luxembourg («the Mémorial»). The last amendment to the Management Regulations was published on 3 April 2000 in the Mémorial and the last version of the Consolidated Management Regulations was filed with the Registrar of the Luxembourg District Court, from which copies may be obtained».

Chapter 3. The Management Company

The first paragraph of Chapter 3 should read as follows:

«The Management Company is a limited liability company («société anonyme») incorporated for an unlimited period under Luxembourg law on 10th March 1989 and having its registered office at 20, boulevard Emmanuel Servais, Luxembourg. Its Articles of Incorporation were published in the Mémorial on 5th May 1989 and its amendment was published on 21 October 1995 and on 26 July 1997. The last amendment of these Articles was published in the Mémorial on 28 May 1999. These Articles of Association have been filed with the Registrar of the Luxembourg District Court (R.C. B 30.149) where these documents are available for inspection. Copies may be obtained, upon request, against payment of the registrar's fees.»

Page 6:

Chapter 4. The Investment Adviser

Chapter 4 should read as follows:

«4. The Investment Adviser

For the management of the Fund's Portfolio, the Management Company shall have the benefit of advice from BANCO BANIF BANQUEROS PERSONALES S.A., a subsidiary company of BANCO SANTANDER CENTRAL HISPANO S.A. with its registered office at Serrano 92, E-28006 Madrid. Incorporated in Spain on 13th March 1996 for an unlimited period, it has an authorized share capital of PTA 4,000 million.

Under the terms of an Investment Advisory Agreement, dated 11 November 1992, and amended on 1 January 1995, 14 April 1998 and 1 December 1999, BANCO BANIF BANQUEROS PERSONALES S.A. provides investment advice to the Management Company. The Investment Adviser is permitted, at its own expenses, to appoint any of its investment advisory associates and subsidiaries to provide investment advice to the Management Company.

The Management Company may in the future appoint other Investment Advisers in order to accomplish its mission of managing the assets of the Fund.

The Management Company will pay the advisory fee to the Adviser out of its management fee.

The Investment Adviser has no authority to act on behalf of or to represent the Management Company in any way or otherwise be deemed an agent of the Management Company or to have any power to enter into any transaction or otherwise bind the Fund.»

Chapter 5. The Custodian

The first and the second paragraph of Chapter 5 should read as follows:

«The Management Company has appointed the Custodian to, inter alia, hold the assets of the Fund on behalf of the Unitholders. The Custodian shall be BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD LUXEMBOURG.

BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD LUXEMBOURG is a Company in the form of a Société Anonyme, which was granted statutory recognition as a bank on 24 October 1988 in Luxembourg, whose Registered Office is at 20, boulevard Emmanuel Servais, Luxembourg».

Page 13:

Chapter 7. Issue of Units

Delete the wording «As from 1 January 1999» at the beginning of the seventh paragraph.

Page 14:

Chapter 9. Net Asset Value

Delete the wording «As from 1 January 1999» at the beginning of the first paragraph.

Page 15:

Chapter 9. Net Asset Value

Delete the wording «As from 1 January 1999» at the beginning of the third paragraph.

Page 16:

Chapter 11. Redemption of Units

Delete the wording «As from 1 January 1999» at the beginning of the second sentence of the third paragraph.

Page 17:

Chapter 12. Distributions

Delete the wording «As from 1 January 1999» at the beginning of the fourth paragraph.

In a general manner, any reference in the Management Regulations to:

- «Shareholder(s)» should be replaced by a reference to «Unitholder(s)».
- «Share(s)» should be replaced by a reference to «Unit(s)».

Luxembourg, 1 February 2000.

The present amendment shall take effect 5 days after publication in the Mémorial.

BANIF RENTA FIJA MULTIDIVISA
MANAGEMENT S.A.
Signatures
Directors

BANQUE PRIVEE
EDMOND DE ROTHSCHILD LUXEMBOURG
Société Anonyme
Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 9 mars 2000, vol. 534, fol. 54, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(14498/010/89) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2000.

LRI-OptiZins.

SONDERREGLEMENT

Für den LRI-OptiZins ist das am 23. August 1993 im Mémorial C veröffentlichte Verwaltungsreglement integraler Bestandteil. Ergänzend bzw. abweichend gelten die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Art. 1. Anlagepolitik

Das Hauptziel der Anlagepolitik des LRI-OptiZins (der «Fonds») besteht in der Erzielung eines angemessenen laufenden Einkommens in EURO unter Berücksichtigung von Kapitalerhalt, Wertstabilität und Liquidität des Fondsvermögens.

Hierzu wird das Fondsvermögen nach dem Grundsatz der Risikostreuung vornehmlich in Anleihen, Wandel- und Optionsanleihen sowie sonstigen fest- oder variabel verzinslichen Wertpapieren (einschließlich Null-Kupon Anleihen) angelegt. Dabei wird besonders Wert darauf gelegt, daß die vom Fonds über Zinseinkünfte, Kapitalgewinne und sonstige Erträge erwirtschaftete Rendite einer möglichst niedrigen Steuerlast unterliegt.

Daneben dürfen für den Fonds gemäß Artikel 4, Punkt 12 des Verwaltungsreglements bis zu 49 % des Netto-Fondsvermögens in flüssigen Mitteln bei der Depotbank oder bei sonstigen Banken gehalten werden. Als flüssige Mittel gelten auch regelmäßig gehandelte Geldmarktinstrumente mit einer Restlaufzeit von bis zu zwölf Monaten.

Die Anlage erfolgt in Vermögenswerten, die auf Währungen der OECD-Mitgliedstaaten einschließlich Euro lauten. Dabei kann das Fondsvermögen in Vermögenswerte investiert werden, welche auf eine einzige dieser Währungen lauten. Um das Währungsrisiko zu reduzieren, werden Vermögenswerte, welche nicht auf die Fondswährung lauten, gegen die Fondswährung weitgehend abgesichert.

Die Verwaltungsgesellschaft ist unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung im Rahmen der Anlagegrenzen gemäß Artikel 4 Absatz 6 g) des Verwaltungsreglements ermächtigt, bis zu 100% des jeweiligen Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren eines Emittenten anzulegen.

Art. 2. Anteile

1. Die Anteile sind Inhaberanteile und werden in Form von Globalzertifikaten verbrieft. Die Auslieferung effektiver Stücke ist nicht vorgesehen.

2. Alle Anteile haben gleiche Rechte.

Art. 3. Fondswährung, Bewertungstag, Ausgabe und Rücknahme von Anteilen

1. Die Fondswährung ist der EURO.

2. Bewertungstag ist jeder Tag, der zugleich Börsentag in Luxemburg und in Frankfurt am Main ist.

3. Anteile werden an jedem Bewertungstag ausgegeben. Ausgabepreis ist der Anteilwert gemäß Artikel 7 des Verwaltungsreglements. Auf den Anteilwert kann ein Ausgabeaufschlag zugunsten der Vertriebsstellen erhoben werden, dessen konkrete Höhe im Verkaufsprospekt Erwähnung findet. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

4. Der Ausgabepreis ist innerhalb von zwei Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag zahlbar.

5. Rücknahmepreis ist der Anteilwert.

6. Der Rücknahmepreis ist innerhalb von zwei Bankarbeitstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag zahlbar.

Art. 4. Ausschüttungspolitik

1. Gemäß den Bestimmungen von Artikel 5 Absatz 2 des Verwaltungsreglements begibt die Verwaltungsgesellschaft sowohl Anteile der Klasse A - thesaurierende Anteile - als auch Anteile der Klasse B - ausschüttungsberechtigte Anteile.

2. Für Anteile der Klasse B beabsichtigt die Verwaltungsgesellschaft, die Erträge auszuschütten, welche jährlich in dem der Anteilklasse B zuzurechnenden Anteil des Fondsvermögens erwirtschaftet werden. Solche Erträge bestehen grundsätzlich aus den ordentlichen Nettoerträgen sowie den realisierten Kursgewinnen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne sowie sonstige Aktiva solche Erträge darstellen, sofern das Netto-Fondsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Absatz 1 des Verwaltungsreglements sinkt.

3. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile der Klasse B ausgezahlt.

Art. 5. Depotbank

Depotbank ist die LANDESBANK RHEINLAND-PFALZ INTERNATIONAL S.A., Luxembourg.

Art. 6. Kosten für die Verwaltung und Verwahrung des Fondsvermögens

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, vom Fonds ein Entgelt von bis zu 0,55 % pro Jahr zu erhalten, das quartalsweise nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Fondsvermögen während des betreffenden Quartals zu berechnen und auszuführen ist.

2. Die Depotbank erhält aus dem Fondsvermögen:

a) ein Entgelt für die Tätigkeit als Depotbank und Zahlstelle in Höhe der banküblichen Sätze für die Vergütung einer Depotbanktätigkeit am Finanzplatz Luxemburg, das quartalsweise nachträglich auf das durchschnittliche Netto-Fondsvermögen während des betreffenden Quartals zu berechnen und auszuführen ist;

b) eine bankübliche Bearbeitungsgebühr für Geschäfte für Rechnung des Fonds;

c) Kosten und Auslagen, die der Depotbank aufgrund einer zulässigen und marktüblichen Beauftragung Dritter gemäß Artikel 3 Absatz 3 des Verwaltungsreglements mit der Verwahrung von Vermögenswerten des Fonds entstehen.

3. Die Vergütungen an die Verwaltungsgesellschaft und an die Depotbank werden jeweils zum Quartalsende ausgezahlt.

Art. 7. Rechnungsjahr

Das Rechnungsjahr endet jedes Jahr am 30. September, erstmals am 30. September 2001.

Art. 8. Dauer des Fonds

Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Luxemburg, den 24. Februar 2000.

Die Verwaltungsgesellschaft

Die Depotbank

Unterschriften

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 8 mars 2000, vol. 534, fol. 48, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(14823/250/83) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2000.

AB CONSULTING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5811 Fentange.

R. C. Luxembourg B 49.670.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 24 janvier 2000, vol. 532, fol. 91, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 2000.

(05950/725/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2000.

UNICO INVESTMENT FUND, Fonds Commun de Placement luxembourgeois.**ÄNDERUNGSANTRAG DES SONDERREGLEMENTS**

Das Sonderreglement des UNICO INVESTMENT FUND wird am 4. März 2000 und nicht am 24. Februar 2000 im Mémorial veröffentlicht. Demzufolge lautet der erste Absatz des Sonderreglements wie folgt:

«Für den UNICO INVESTMENT FUND ist das am 4. November 1999 im Mémorial veröffentlichte Verwaltungsreglement integraler Bestand. Es ersetzt seit dem 1. März 2000 das bis zu diesem Zeitpunkt geltende Verwaltungsreglement. Ergänzend bzw. abweichend gelten die Bestimmungen dieses Sonderreglements, das in der derzeit gültigen Fassung vom Februar 2000 ebenfalls im Mémorial am 4. März 2000 veröffentlicht ist.»

Zum Zwecke der Hinterlegung beim Handelsregister erteilt.

Luxemburg, den 29. Februar 2000.

UNICO INVESTMENT FUND
MANAGEMENT COMPANY

Société Anonyme

Unterschriften

DG BANK LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 13 mars 2000, vol. 534, fol. 58, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(15589/656/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2000.

NEUMAN ENGINEERING, Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling.

STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

Ont comparu:

1.- La société anonyme Y.2.K INTERNATIONAL, ayant son siège social à L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling, ici dûment représentée par Monsieur Kleber Hardy, administrateur de société, demeurant à F-Maxeville (France), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

2.- La société BER HOLDINGS INC, ayant son siège social à Dover, 30, Old Rudnick Lane, Delaware 19901 (U.S.A.), ici dûment représentée par Monsieur Kleber Hardy, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Les prédites procurations, signées ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société anonyme sous la dénomination de NEUMAN ENGINEERING.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision du Conseil d'Administration.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet les prestations commerciales, le courtage ou les activités d'intermédiaire en matière de prestations de services, l'import et l'export de tous types d'articles, la location, les activités de représentations commerciales, d'intermédiaire ou de courtier au sens large, la reprise, la gestion et la valorisation de fonds de commerce.

La société a en outre pour objet la prise de participation au sens le plus large dans toute société d'un objet semblable ou différent du sien, elle pourra prendre toutes mesures de nature à valoriser sa participation dans ces sociétés, notamment souscrire à leurs emprunts obligataires ou non, leur consentir des avances de fonds et s'intéresser à leur gestion journalière au travers de l'exécution de mandats d'administrateurs ou de mission de consultance au sens le plus large.

Elle pourra également mettre tous types d'immeubles, de matériels au sens le plus large, véhicules ou moyens de transports divers, à titre gratuit ou onéreux, à la disposition de ses filiales.

La société pourra en outre effectuer toutes opérations commerciales, mobilières, immobilières et financières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en favoriser l'accomplissement.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) divisé en mille (1.000) actions de trente et un euros (31,- EUR) chacune.

Art. 4. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi de 1915.

Art. 5. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 6. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopieur ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopieur ou télex.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Il peut leur confier tout ou partie de l'administration courante de la société, de la direction technique ou commerciale de celle-ci.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La première personne à qui sera déléguée la gestion journalière peut être nommée par la première assemblée générale des actionnaires.

La société se trouve engagée par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la seule signature de l'administrateur-délégué.

Art. 7. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième jeudi du mois de juin à 11.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que, pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

Art. 11. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 12. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi de 1915 le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 13. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2000.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2001.

Souscription et libération

Les comparants précités ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

1.- La société anonyme Y.2.K INTERNATIONAL, prédésignée, cinq cents actions	500
2.- La société BER HOLDINGS INC, prédésignée, cinq cents ctions	500
Total: mille actions	1.000

Toutes les actions ont été libérées en numéraire à raison de vingt-cinq pour cent (25%) de sorte que la somme de sept mille sept cent cinquante euros (7.750,- EUR) est à la disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à la somme de cinquante mille francs.

Pour les besoins de l'enregistrement le capital social est évalué à la somme de 1.250.536,90 LUF.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois, et celui des commissaires à un.
- 2) Sont appelées aux fonctions d'administrateur:
 - a) La société anonyme Y.2.K INTERNATIONAL, ayant son siège social à L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling;
 - b) La société BER HOLDINGS INC, ayant son siège social à Dover, 30, Old Rudnick Lane, Delaware 19901 (U.S.A.);
 - c) La société ATIX HOLDINGS INC, ayant son siège social à Dover, 30, Old Rudnick Lane, Delaware 19901 (U.S.A.).
- 3) Est appelée aux fonctions de commissaire:
La société H. FAR & J. DOLE INC., ayant son siège social à Dover, 30, Old Rudnick Lane, Delaware 19901 (U.S.A.).
- 4) Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2005.
- 5) Le siège social est établi à L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling.
- 6) Faisant usage de la faculté offerte par l'article 6 des statuts, l'assemblée nomme en qualité de premier administrateur-délégué la société Y.2.K, prédésignée, laquelle pourra engager la société sous sa seule signature, dans le cadre de la gestion journalière dans son sens le plus large, y compris toutes opérations bancaires.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: K. Hardy, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 30 décembre 1999, vol. 508, fol. 46, case 7. – Reçu 12.505 francs.

Le Releveur ff. (signé): Steffen.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 25 janvier 2000.

J. Seckler.

(05943/231/137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2000.

Y.2.K. INTERNATIONAL, Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling.

—
STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, le vingt-trois décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, soussigné.

Ont comparu:

- 1.- La société ATIX HOLDINGS INC, ayant son siège social à Dover, 30, Old Rudnick Lane, Delaware 19901 (U.S.A.), ici dûment représentée par Monsieur Kleber Hardy, administrateur de société, demeurant à F-Maxeville (France), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.
- 2.- La société BIG MAX ASSOCIATES INC, ayant son siège social à Dover, 30, Old Rudnick Lane, Delaware 19901 (U.S.A.), ici dûment représentée par Monsieur Kleber Hardy, préqualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Les prédites procurations, signées ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société anonyme sous la dénomination de Y.2.K. INTERNATIONAL.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision du Conseil d'Administration.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participation au sens le plus large dans toute société d'un objet semblable ou différent du sien, elle pourra prendre toutes mesures de nature à valoriser sa participation dans ces sociétés, notamment souscrire à leurs emprunts obligataires ou non, leur consentir des avances de fonds et s'intéresser à leur gestion journalière au travers de l'exécution de mandats d'administrateurs ou de mission de consultance au sens le plus large.

Elle pourra également mettre tous types d'immeubles, de matériels au sens le plus large, véhicules ou moyens de transports divers, à titre gratuit ou onéreux, à la disposition de ses filiales.

La société pourra en outre effectuer toutes opérations commerciales, mobilières, immobilières et financières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en favoriser l'accomplissement.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) divisé en mille (1.000) actions de trente et un euros (31,- EUR) chacune.

Art. 4. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi de 1915.

Art. 5. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 6. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopieur ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopieur ou télex.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Il peut leur confier tout ou partie de l'administration courante de la société, de la direction technique ou commerciale de celle-ci.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La première personne à qui sera déléguée la gestion journalière peut être nommée par la première assemblée générale des actionnaires.

Art. 7. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le quatrième jeudi du mois de juin à 11.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que, pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

Art. 11. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 12. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi de 1915 le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 13. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2000.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2001.

Souscription et libération

Les comparants précités ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

1.- La société ATIX HOLDINGS INC, prédésignée, cinq cents actions	500
2.- La société BIG MAX ASSOCIATES INC, prédésignée, cinq cents actions	500
Total: mille actions	1.000

Toutes les actions ont été libérées en numéraire à raison de vingt-cinq pour cent (25%) de sorte que la somme de sept mille sept cent cinquante euros (7.750,- EUR) est à la disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à la somme de cinquante mille francs.

Pour les besoins de l'enregistrement le capital social est évalué à la somme de 1.250.536,90 LUF.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois, et celui des commissaires à un.
- 2) Sont appelées aux fonctions d'administrateur:
 - a) La société ATIX HOLDINGS INC, ayant son siège social à Dover, 30, Old Rudnick Lane, Delaware 19901 (U.S.A.);
 - b) La société BIG MAX ASSOCIATES INC, ayant son siège social à Dover, 30, Old Rudnick Lane, Delaware 19901 (U.S.A.);
 - c) La société EURAM LOGISTICS INC., ayant son siège social à Dover, 30, Old Rudnick Lane, Delaware 19901 (U.S.A.).
- 3) Est appelée aux fonctions de commissaire:
La société H. FAR & J. DOLE INC., ayant son siège social à Dover, 30, Old Rudnick Lane, Delaware 19901 (U.S.A.).
- 4) Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2005.
- 5) Le siège social est établi à L-1466 Luxembourg, 8, rue Jean Engling.
- 6) Faisant usage de la faculté offerte par l'article 6 des statuts, l'assemblée nomme en qualité de premier administrateur-délégué la société ATIX HOLDINGS INC, prédésignée, laquelle pourra engager la société sous sa seule signature, dans le cadre de la gestion journalière dans son sens le plus large, y compris toutes opérations bancaires.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: K. Hardy, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 30 décembre 1999, vol. 508, fol. 46, case 5. – Reçu 12.505 francs.

Le Receveur ff. (signé): Steffen.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 25 janvier 2000.

J. Seckler.

(05947/231/134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2000.

**FRENN VUN DER LGS BELAIR, Association sans but lucratif,
(anc. LES AMIS DES SCOUTS PRINCE HENRI, BELAIR, A.s.b.l.).**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 110, avenue Gaston Diderich.

Rapport de l'assemblée générale extraordinaire du 27 décembre 1999

1. Modification des statuts

En présence d'au moins 2/3 des membres et par décision d'au moins 3/4 des membres les articles un à vingt-deux de l'association sans but lucratif LES AMIS DES SCOUTS PRINCE HENRI, BELAIR sont changés comme suit:

I. Dénomination, Siège, Objet et Durée

Art. 1^{er}. La dénomination de l'association sans but lucratif est FRENN VUN DEN LGS BELAIR, association sans but lucratif.

Art. 2. Le siège de l'association est établi à Belair, commune de Luxembourg.

Art. 3. L'association a pour objet:

- a) de prendre en charge les intérêts matériels et moraux du groupe «Jang de Blannen, Belair».
- b) de représenter le groupe «Jang de Blannen, Belair» auprès des autorités tant locales que nationales.
- c) dans l'intérêt du groupe «Jang de Blannen, Belair»: l'acquisition, la détention, la gestion et l'entretien de tout meuble ou immeuble ainsi que l'organisation et le support financier et matériel de toute activité.

Art. 4. L'association est constituée pour une durée illimitée.

II. Associés, Cotisation, Admission et Démission

Art. 5. Le nombre des associés n'est pas limité. Leur nombre minimum est fixé à trois.

Art. 6. L'association se compose de membres actifs qui seuls jouissent des droits et avantages prévus par la loi sur les associations sans but lucratif.

Le conseil d'administration pourra constituer des membres sympathisants.

Art. 7. Le montant des cotisations annuelles des membres actifs et sympathisants est fixé chaque année par l'assemblée générale, sans que ce montant puisse dépasser 2.500,- francs.

Art. 8. Quiconque désire faire partie de l'association, doit en faire la demande au conseil d'administration qui décidera de l'admission. Tout nouvel associé donnera sans réserve son adhésion aux statuts.

Art. 9. Perdent la qualité de membre de l'association:

- a) ceux qui ont donné leur démission par lettre recommandée adressée au président du conseil d'administration.
- b) ceux qui n'auront pas payé leur cotisation après deux rappels,
- c) l'associé démissionnaire ou exclu et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, n'ont aucun droit sur le patrimoine de l'association.

III. Apports

Art. 10. Pour favoriser l'objet de l'association, le groupe «Prince Henri, Belair», dont le groupe «Jang de Blannen» est le successeur, apporte à l'association une baraque en bois, sise sur le territoire de la commune de Luxembourg, enregistré au cadastre sous le numéro 584/4818 de l'ancienne commune de Hollerich, section F, Merl Nord, ainsi que du matériel scout se composant notamment de: tentes, matériel de cuisine, matériel de bricolage, et dont les comparants au présent acte déclarent avoir pris connaissance.

IV. Année sociale, Administration

Art. 11. L'année sociale commence le premier septembre et finit le 31 août.

Art. 12. L'association est administrée par un conseil d'administration composée de trois membres au moins ou de douze au plus, nommés par l'assemblée générale à la majorité relative des voix. Le conseil d'administration se renouvelle tous les ans; ses membres sont toujours rééligibles.

Art. 13. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration ou de dispositions qui intéressent l'association, il a dans sa compétence les actes qui ne sont pas réservés à l'assemblée générale.

Art 14. Le conseil d'administration élit en son sein un président, un secrétaire et un trésorier.

Art 15. Le secrétaire tient un registre des décisions du conseil d'administration et de l'assemblée générale. Ce registre pourra être consulté par les membres et tiers intéressés.

Art 16. Les comptes sont tenus et réglés par le trésorier.

Art. 17. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de l'association avec usage de la signature sociale y relative, à son président et à un autre membre de son bureau ou à leurs délégués.

V. Assemblée générale

Art. 18. L'assemblée générale est le pouvoir souverain. Sont réservées à sa compétence:

- a) les modifications aux statuts;
- b) la nomination et la révocation des administrateurs et réviseurs de caisse;
- c) la fixation de la cotisation annuelle;
- d) l'approbation des budgets et comptes;
- e) la dissolution volontaire de l'association et l'affectation de son patrimoine;
- f) l'exclusion des associés;
- g) toutes décisions dépassant les limites des pouvoirs légalement ou statutairement dévolus au conseil d'administration.

Art. 19. Les convocations pour l'assemblée générale sont adressées huit jours à l'avance par simple lettre à chaque membre.

Art. 20. L'assemblée est valablement constituée quel que soit le nombre des membres présents et ses décisions sont prises à la majorité absolue des voix émises; en cas de parité des voix, une résolution est considérée comme rejetée.

VI. Budget et Comptes

Art. 21. Chaque année à la date du 31 août, le compte de l'exercice écoulé est arrêté. Il est soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire. Les comptes feront l'objet d'un contrôle annuel par deux réviseurs de caisse désignés par l'assemblée générale.

VII. Dispositions générales

Art. 22. Pour les cas non prévus par les présents statuts, les associés se réfèrent à la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique, telle qu'elle a été modifiée par la suite.

* Vote sur les nouveaux statuts:

- 10 voix en faveur:

Robi Margue (représenté par Yannick Wagner), Dominique Neuen, Anne Sadler-Weydert, Brigitte Trommer, Raoul Ueberecken, Yannick Wagner, Alain Wunsch, Laure Wunsch, Catherine Dostert, Julien Pracht.

- Aucune voix contre

- Membres absents: Netty Brandenbourger, Jacques Margue.

2. Divers

- Siège social:

FRENN VUN DEN LGS BELAIR, Association sans but lucratif, 110, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

- Le comité reste inchangé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Sadler-Weydert
Présidente

Enregistré à Luxembourg, le 27 janvier 2000, vol. 533, fol. 10, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(05949/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2000.

UKRAINE.**U.S.\$81,750,000 – 16.75 per cent. Notes due October 2000.**

—
*Notice of Meeting of the holders of the outstanding Notes
 issued on a fiduciary basis by CHASE MANHATTAN BANK LUXEMBOURG S.A.*

NOTICE OF A MEETING OF THE HOLDERS

This notice for a meeting is delivered by the undersigned Fiduciary, CHASE MANHATTAN BANK LUXEMBOURG S.A., upon the request of UKRAINE pursuant to Clause 7 of the Original Loan Agreement as defined below. In accordance with normal practice, the Fiduciary expresses no opinion on the merits of the Extraordinary Resolution.

Notice is hereby given that a Meeting (the «Meeting») of the holders of the Notes (the «Noteholders») will be held at ING Bank N.V., London Branch located at 60, London Wall, London EC2M 5TQ, England on 11 April, 2000 at 10.00 a.m. (London time) for the purpose of considering and, if thought fit, passing the resolution described below, which will be proposed as an Extraordinary Resolution, in accordance with the provisions of the terms and conditions of the Fiduciary Contract (as defined herein) and the Notes (the «Original Conditions») issued on a fiduciary basis by CHASE MANHATTAN BANK LUXEMBOURG S.A. (the «Fiduciary») to fund a loan by the Fiduciary to UKRAINE, acting through the Ministry of Finance, for and on behalf of UKRAINE («UKRAINE») pursuant to the terms of a loan agreement (the «Original Loan Agreement») dated 22 October, 1998 between the Fiduciary and UKRAINE.

Extraordinary resolution

«That this Meeting of the holders of the outstanding U.S.\$81,750,000 16.75 per cent. Notes due October 2000 (the «Notes») issued on a fiduciary basis pursuant to the grand-ducal regulation dated 19 July, 1983 concerning fiduciary contracts of credit institutions, as amended (the «grand-ducal regulation») by CHASE MANHATTAN BANK LUXEMBOURG S.A., acting as the fiduciary (the «Fiduciary») for the holders of the Notes, to fund a loan by the Fiduciary to UKRAINE pursuant to the terms of the Original Loan Agreement dated 22 October, 1998 between the Fiduciary and UKRAINE which has been duly convened in accordance with Original Condition 13 and concerning which Noteholders were notified pursuant to Original Condition 12 (as modified by paragraph 5 of the global note representing the Notes) and in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, hereby;

(i) assents to the modification of the «Fiduciary Contract» and the «Conditions of the Notes» applicable to the Notes by the deletion of such «Fiduciary Contract» and the «Conditions of the Notes» in their entirety and the replacement of them with the «Fiduciary Contract» and the «Conditions of the Notes» contained in the Fiduciary Contract and Condition 1 through Condition 16 in full set forth in Schedule 1 hereto, which replacement provisions are incorporated by reference herein and made part of this Extraordinary Resolution and which will take effect and be effective from the later of (x) the Exchange Date, as such term is defined in the Offering Memorandum issued by UKRAINE dated 9 February, 2000 (as supplemented to the date of this Meeting) relating to UKRAINE's exchange offer for, among other notes, the Notes and (y) the date that this Extraordinary Resolution is approved;

(ii) sanctions every abrogation, modification, compromise or arrangement in respect of the rights of the Noteholders against the Fiduciary or UKRAINE involved in or resulting from the modifications referred to in paragraph (i) of this Extraordinary Resolution; and

(iii) in order to give effect to the modifications referred to in paragraph (i) of this Extraordinary Resolution and any consequent modifications to the form of global note representing the Notes, the Original Loan Agreement, the Exchange Agreement (as defined in the Original Loan Agreement) and other agreements relating to the Notes or the Original Loan Agreement (collectively, «Relevant Agreements»), requests and authorises the Fiduciary (without any liability in so doing) to enter into and execute and make such amendments to such Relevant Agreements (in the forms of drafts produced to this Meeting and for purposes of identification signed by the Chairman of this Meeting) to give effect to this Extraordinary Resolution.

For the avoidance of doubt, paragraphs (i) through (iii) shall be deemed to be one single Extraordinary Resolution.

*Schedule 1**Fiduciary Contract*

Each Note is one of a series of the outstanding U.S. \$ 11 per cent. Notes due 2007 (formerly the U.S. \$ 81,750,000 16.75 per cent. Notes due October 2000) issued on a fiduciary basis (the Notes), which together evidence the existence of a fiduciary contract on the terms described below (the «Fiduciary Contract») between the holders of the Notes (the «Noteholders») and CHASE MANHATTAN BANK LUXEMBOURG S.A. acting as fiduciary (the Fiduciary») as amended and restated on the later of the Exchange Date (as such term is defined in the Offering Memorandum issued by UKRAINE dated 9 February, 2000, as supplemented) and the date that the Extraordinary Resolution is approved, in its own name but at the exclusive risk and for the sole benefit of the Noteholder. The Fiduciary Contract is a *contrat fiduciaire* governed by the grand-ducal regulation of 19 July, 1983 concerning fiduciary contracts of credit institutions of the Grand Duchy of Luxembourg, as amended, (the «grand-ducal regulation»). By accepting the Notes, each Noteholder has agreed to all the provisions of the Fiduciary Contract applicable to it.

The Fiduciary has received from each Noteholder the principal amount of the Note which amount will be deemed lent by the Fiduciary in its own name, but at the risk and for the benefit of the Noteholder in the following manner and upon the following terms. The Fiduciary is deemed to have combined the principal amount of each Note and deemed to have lent the aggregate of such sums to the Cabinet of Ministers of UKRAINE, represented by the Ministry of Finance, for and on behalf of UKRAINE («UKRAINE») pursuant to a loan agreement dated 22 October 1998 as amended and

restated on the later of the Exchange Date and the date of the Extraordinary Resolution («Loan Agreement») between the Fiduciary and UKRAINE. In the Loan Agreement UKRAINE has agreed that, on the terms of the Loan Agreement, it will be obliged to repay the aggregate outstanding amount of the loan (such amount constituting the «Loan») and interest thereon. The Fiduciary's payment obligations in respect of each Note, namely the principal outstanding amount of the Note, plus interest accrued and payable thereon, are conditional upon the due performance by UKRAINE of its obligations under the Loan Agreement. The Notes do not constitute direct debt obligations of the Fiduciary. The terms of UKRAINE's obligations to the Fiduciary under the Loan Agreement correspond in substance to the terms and conditions of the Notes (the «Conditions») as hereinafter described. Copies of the Loan Agreement (including the terms and conditions of the Loan (the «Loan Conditions»)) will be available for inspection during usual business hours on any weekday (except Saturdays and bank holidays) at the specified office of the Fiduciary. The Fiduciary is not obliged to account to the Noteholder in respect of any fees or expenses paid to it in respect of its appointment as Fiduciary, nor for any interest earned by it on amounts held by it from time to time on behalf of the Noteholder.

The Conditions form part of the Fiduciary Contract. They set out the rights of the Noteholder under the Fiduciary Contract and certain duties, powers and discretions of the Fiduciary which correspond in substance to those contained in the Loan Conditions. The Fiduciary shall and hereby undertakes to perform such duties and to exercise such powers and discretions in the best interests of the Noteholder. Further, the Fiduciary undertakes to exercise its rights under the Loan Conditions and its corresponding duties, powers and discretions in the best interests of the Noteholder, and to do so, and to account to the Noteholder for all payments received by it thereunder (except as otherwise provided herein), in such manner as to give effect to the Conditions.

The Fiduciary shall be under no obligation to the Noteholder other than that of faithful performance of its undertakings, duties, rights and powers under the Fiduciary Contract as set forth above and, in the event of a default under the Loan Agreement, shall be under no obligation to apply the proceeds of any rights of set-off, banker's lien or counterclaim arising out of other transactions between the Fiduciary and UKRAINE in payment of the Notes. The obligations of the Fiduciary under the Fiduciary Contract shall (subject to Condition 14) be irrevocable until such time as provision has been made for all payments due in respect of each Note.

Neither the Fiduciary nor any of its affiliates will be precluded from making any contracts or entering into any business transactions in the ordinary course of business with UKRAINE or from owning in any capacity any Notes and neither the Fiduciary nor any of its affiliates will be accountable to the Noteholder for any profits resulting therefrom.

The Fiduciary may consult on legal matters with any lawyer, accountant, banker or other expert selected by it and shall incur no liability for actions taken, or suffered to be taken, with respect to such matters in good faith in reliance on the opinion of such person.

Consistent with the grand-ducal regulation, Noteholders have no direct right of action against UKRAINE to enforce their rights under the Notes or to compel UKRAINE to comply with its obligations under the Loan Agreement even in the case of the Fiduciary's failure to act or the insolvency of the Fiduciary.

The rights of the Fiduciary under the Loan Agreement are fiduciary assets of the Fiduciary and are held for the exclusive benefit of the Noteholder. The fiduciary assets are not part of the estate of the Fiduciary in the event of its liquidation. They may be attached only by persons whose rights exist as a result of the creation and existence of the fiduciary assets.

Except as otherwise provided herein, no commission or other remuneration will be due from the Noteholder to the Fiduciary for the performance of its services in respect of the Notes.

Conditions of the Notes

Each Note together with the other Notes of the same series evidences the existence of a Fiduciary Contract between the Fiduciary and the Noteholder under which the Fiduciary has conditional payment obligations (as set out in Condition 2) to each Noteholder equal to the outstanding principal amount of the Note plus interest accrued and payable thereon.

The Fiduciary itself will act as registrar (in such capacity, the «Registrar» for the Notes), paying agent (in such capacity, the «Paying Agent» for the Notes) and transfer agent (in such capacity, the «Transfer Agent» for the Notes) but has the right to delegate such functions and responsibilities to third parties pursuant to a contract substantially in the form of the draft Agency Agreement attached as a schedule to the Loan Agreement. The statements in these Conditions included summaries of, and are subject to, the detailed provisions of, and definitions in, the Loan Conditions. Copies of the Loan Agreement are available for inspection during normal business hours by the Noteholder (as defined in Condition 1) at the specified office of the Paying Agent. The Noteholder is entitled to the benefit of, is bound by, and is deemed to have notice of, all the provisions of the Loan Conditions applicable to the fiduciary assets. By acquiring the Notes, the Noteholder is deemed to have knowledge of all the provisions of the Loan Agreement and the Fiduciary Contract including the Conditions of the Notes described below and to accept the Fiduciary Contract including the Conditions of the Notes. The issue of the Notes is a fiduciary issue by the Fiduciary pursuant to the grand-ducal regulation dated 19 July, 1983 concerning fiduciary contracts of credit institutions, as amended (the «grand-ducal regulation»).

1. Form and Denomination, Register, Title and Transfers

A. Form and Denomination: Notes which were originally offered and sold outside the United States in reliance on Regulation S («Regulation S») under Securities Act of 1933, as amended (the Securities Act), are required to be issued in minimum denominations of US\$1,000 or any amount in excess thereof which is integral multiple of US\$1,000; Notes which were originally offered and sold to Institutional accredited investors (each an «Institutional Accredited Investor») within the meaning of subparagraphs (1), (2), (3) or (7) of Rule 501 (A) under the Securities Act in a transaction exempt from the registration requirements of the Securities Act (other than pursuant to Regulation S) are required to be issued in minimum aggregate principal amounts of U.S.\$150,000 or any amount in excess thereof which is an integral multiple

of U.S.\$1,000 (each an «authorised denomination»). All Notes will be issued in fully registered form, without interest coupons attached.

B. Register: The Registrar will maintain a register (the «Register») in respect of the Notes in accordance with the provisions of the Agency Agreement dated the later of the Exchange Date and the date of the Extraordinary Resolution. In these Conditions, the «Holder» of a Note means the person in whose name such Note is for the time being registered in the Register (or, in the case of a joint holding, the first named thereof) and «Noteholder» shall be construed accordingly. A certificate (each, a «Note Certificate») will be issued to each Noteholder in respect of its registered holding. Each Note Certificate will be numbered serially with an identifying number which will be recorded in the Register.

C. Title: The Holder of each Note shall (except as otherwise required by law or except as otherwise ordered by a court of competent jurisdiction) be treated as the absolute owner of such Notes for all purposes (whether or not it is overdue and regardless of any notice of ownership, trust or any other interest therein, any writing on the Note Certificate relating thereto (other than the endorsed form of transfer) or any notice of any previous loss or theft of such Note Certificate) and no person shall be liable for so treating such Holder.

D. Transfers: Subject to paragraphs (G) and (H) below, a Note may be transferred in whole or in part in an authorised denomination upon surrender of the relevant Note Certificate, with the endorsed form of transfer duly completed, at the specified office of the Registrar or the Transfer Agent, together with such evidence as the Registrar or (as the case may be) the Transfer Agent may reasonably require to prove the title of the transferor and the authority of the individuals who have executed the form of transfer, provided, however, that a Note may not be transferred unless the principal amount of Notes transferred and (where not all of the Notes held by a Holder are being transferred) the principal amount of the balance of Notes not transferred are authorised denominations. Where not all the Notes represented by the surrendered Note Certificate are the subject of the transfer, a new Note Certificate in respect of the balance of the Notes will be issued to the transferor.

E. Registration and delivery of Note Certificates: Subject to paragraphs (F) and (G) below, within five business days of the surrender of a Note Certificate in accordance with paragraph (D) above, the Registrar will register the transfer in question and deliver a new Note Certificate of a like principal amount to the Notes transferred to each relevant Holder at its specified office or (as the case may be) the specified office of the Transfer Agent or (at the request and risk of any such relevant Holder) by uninsured first class mail (airmail if overseas) to the address specified for the purpose by such relevant Holder. In this paragraph, «business day» means a day on which commercial banks are open for business (including dealings in foreign currencies) in the city where the Registrar or (as the case may be) the Transfer Agent has its specified office.

F. No charge: The transfer of a Note will be effected without charge by or on behalf of the Fiduciary, the Registrar or the Transfer Agent but against such indemnity as the Registrar or (as the case may be) the Transfer Agent may require in respect of any tax or other duty or governmental charge of whatsoever nature which may be levied or imposed in connection with such transfer.

G. Closed periods: Noteholders may not require transfers to be registered during the period of 15 days ending on an Interest Payment Date (as defined in Condition 4) or a Principal Payment Date (as defined in Condition 5).

H. Regulations concerning transfers and registration: All transfers of Notes and entries on the Register are subject to the detailed regulations concerning the transfer of Notes promulgated by the Fiduciary, with the prior written approval of the Registrar. The regulations may be changed by the Fiduciary with the prior written approval of UKRAINE and the Registrar. A copy of the current regulations will be mailed (free of charge) by the Registrar to any Noteholder who requests in writing a copy of such regulations.

I. Identity of Registrar and Transfer Agent: The names of the initial Registrar and Transfer Agent and their initial specified offices are set out at the end of these Conditions. The Fiduciary reserves the right at any time to vary or terminate the appointment of the Registrar or the Transfer Agent and to appoint another Registrar or additional Transfer Agent(s) provided that it will at all times maintain a Registrar having its specified office in Luxembourg and a Transfer Agent having its specified office in a European city which, so long as the Notes are listed on the Luxembourg Stock Exchange, shall be Luxembourg. Notice of any such termination or appointment and of any changes in specified offices will be given to the Noteholders promptly by the Fiduciary in accordance with Condition 13.

2. Status and Limited Recourse

The payment obligations of UKRAINE under the Loan Agreement are direct, unconditional and (subject as provided in Condition 3) unsecured obligations of UKRAINE and (subject as provided above) rank and will rank *pari passu*, without any preference among themselves, with all other outstanding unsecured and unsubordinated obligations of UKRAINE, present and future, save only for such obligations as may be preferred by mandatory provision of applicable law.

The Fiduciary's payment obligations under the Notes which rank and will rank *pari passu* among themselves, are conditional upon the due performance by UKRAINE of its obligations under the Loan Agreement. For the avoidance of doubt, the Fiduciary will not be under any obligation to make any payment of principal, interest or otherwise under the Notes unless UKRAINE has made a corresponding payment to the Fiduciary under the Loan Agreement and the Noteholders have no recourse to the Fiduciary for failure by it to make any payment in respect of any payment amounts not received by it from UKRAINE under the Loan Agreement.

3. Negative Pledge

The Loan Conditions provide that, so long as the Loan or any part of it remains outstanding, UKRAINE will not grant or permit to be outstanding, and it will procure that there is not granted or permitted to be outstanding, any Security

Interest (other than a Permitted Security Interest) over any of its present or future assets or revenues or any part thereof, to secure any Relevant Indebtedness unless UKRAINE shall, in the case of the granting of the security, before or at the same time, and in any other case, promptly, secure its obligations under the Loan Agreement equally and rateably therewith to the satisfaction of the Fiduciary or cause such obligations to have the benefit of such other security, as shall be approved by the Fiduciary as being not materially less beneficial to the interests of the Noteholders, in its absolute discretion, or by an Extraordinary Resolution of the Noteholders.

«Relevant Indebtedness» means any indebtedness (whether being any principal, premium, interest or other amounts constituting such indebtedness), present or future, of UKRAINE in the form of or represented by notes, bonds or other similar instruments whether or not (a) incurred by means of a loan, the making of which has been directly funded by the issue by a fiduciary (or other person whose liability is conditional upon the payments due in respect of the loan) of notes, bonds or other similar instruments: or (b) issued directly by UKRAINE, where, in any such case, such notes, bonds or other similar instruments are (i) capable of being traded on any stock exchange or other securities market and (ii) denominated in a currency other than the legal currency of UKRAINE.

«Permitted Security Interest» means:

(i) any Security Interest arising by operation of law which has not been foreclosed or otherwise enforced against the assets to which it applies:

(ii) any Security Interest existing on any property at the time of its acquisition;

(iii) any Security Interest upon any property to secure indebtedness incurred for the purpose of financing the acquisition of such property (or property which forms part of a class of assets of a similar nature where the Security Interest is by reference to the constituents of such class from time to time);

(iv) any Security Interest securing or providing for the payment of indebtedness incurred in connection with any Project Financing provided that such Security Interest applies solely to (x) any property which is, or forms part of, the subject of such Project Financing or (y) revenues or claims which arise from the operation, failure to meet specifications, exploitation, sale or loss, or failure to complete or damage to, any such property; or

(v) any renewal or extension of any Security Interest described in subparagraphs (ii)-(iv) above, provided that the principal amount of the indebtedness secured thereby is not increased;

«Person» means any individual, company, corporation, firm, partnership, joint venture, association, unincorporated organisation, trust or any other entity, including, without limitation, state or agency of a state or other entity, whether or not having separate legal personality;

«Project Financing» means any arrangement for the provision of funds which are to be used solely to finance a project for the acquisition, construction, development or exploitation of any property pursuant to which the Persons providing such funds agree that the principal source of repayment of such funds will be the project and the revenues (including insurance proceeds) generated by such project; and

«Security Interest» means any mortgage, charge, pledge, lien or other security interest (but excluding any lien arising by operation of law or pursuant to the judgment of any court in respect of the Existing Notes and/or the Existing Loans, each as defined in Condition 8).

4. Interest

The Notes bear interest accruing on a daily basis from 15 March, 2000 at the rate of 11 per cent. per annum, payable quarterly in arrear on 15 March, 15 June, 15 September and 15 December in each year, commencing on 15 June, 2000 (each an «Interest Payment Date»). Interest will be paid subject to and in accordance with the provisions of Condition 6. On each Principal Payment Date, interest will cease to accrue on the portion of outstanding principal on each Note scheduled to be paid on such Principal Payment Date in accordance with Condition 5A unless such payment of principal is improperly withheld or refused or unless default is otherwise made in respect of such payment, in which case interest shall continue to accrue on such portion of outstanding principal in accordance with this Condition 4 until whichever is the earlier of (i) the day on which payment in full of such portion of outstanding principal is received by or on behalf of the relevant Noteholder and (ii) the day which is seven days after the Paying Agent or the Fiduciary has notified the Noteholders that it has received all sums due in respect of the Notes up to such seventh day (except to the extent that there is any subsequent default in payment).

If interest is required to be calculated for a period of less than 12 months, it will be calculated on the basis of a year of 360 days consisting of 12 months of 30 days each and, in the case of an incomplete month, the actual number of days elapsed.

5. Redemption, Purchase and Cancellation

A. Redemption: The Loan Agreement provides that UKRAINE shall repay the principal amount or the Loan by instalments on the business day preceding each of the dates set forth below (such dates, each a Principal Payment Date) as set Out below (calculated by reference to the original principal amount of the Loan as reduced by the principal amount of the Loan credited as being prepaid pursuant to paragraph (C) below). Following receipt of each such instalment payment by the Fiduciary, the Fiduciary shall (except for those Notes previously purchased and cancelled as provided below), redeem the principal amount of the Notes by instalments on each Principal Payment Date as set out below (calculated by reference to the original principal amount of the Notes as reduced by the original principal amount of any Notes purchased and cancelled under paragraphs (B) and (C) below), subject as provided in Condition 6.

The Loan will be repaid and the Notes will be redeemed at the following rates:

<i>Principal Payment Date</i>	<i>Rate</i>
15 March 2001:	3.0%
15 September 2001:	3.0%
15 March 2002:	5.0%

15 September 2002:	5.0%
15 March 2003:	9.333%
15 September 2003:	9.333%
15 March 2004:	9.333%
15 September 2004:	9.333%
15 March 2005:	9.333%
15 September 2005:	9.333%
15 March 2006:	9.333%
15 September 2006:	9.333%
15 March 2007:	9.336%

B. Purchase: UKRAINE may at any time purchase Notes in the open market or otherwise and at any price.

C. Cancellation: All Notes purchased in accordance with paragraph B. above shall be cancelled and may not be reissued or resold. Upon cancellation following the purchase of a Note by or on behalf of UKRAINE, UKRAINE shall be credited with the prepayment of an equal principal amount of the Loan as set forth in the Loan Agreement.

6. Payments

A. General: Payments under the Loan Agreement shall be made by UKRAINE to the Fiduciary, such payments to be applied by the Fiduciary solely for the benefit of Noteholders. Payments of principal and interest in respect of the Notes will be made by transfer to the account of the Noteholder specified in the Register, or if no account is so specified by U.S. dollar cheque drawn on a bank in New York City and mailed to the Holder by uninsured first class mail (airmail if overseas), at the address appearing in the Register at the opening of business on the relevant Record Date or, upon application by a Noteholder to the specified office of the Registrar not later than the 15th day before the due date for any such payment, by transfer to a U.S. dollar account maintained by the payee with a bank in New York City. Payments of the final instalment of principal in respect of each Note will be made against presentation and surrender of the relevant Note Certificate provided that a Noteholder shall be entitled to present a Note Certificate for payment only on a Presentation Date (as defined below) and shall not be entitled to any further payment if a Presentation Date is after the due date.

«Presentation Date» means a day which (subject to Condition 9): (a) is or falls after the relevant due date or, if the due date is not or was not a business day, is or falls after the next following such business day, and (b) commercial banks are open for business (including dealings in foreign currencies) in the place of the specified office of the Paying Agent at which the Note Certificate is presented.

In these Conditions (except for (b) above and Condition 1E), «business day» means any day on which banks are open for business (including dealings in foreign currencies) in New York City, Luxembourg and London.

B. Payments subject to fiscal laws: All payments in respect of the Notes are subject in all cases to any applicable fiscal or other laws and regulations, but without prejudice to the provisions of Condition 7. No commissions or expenses shall be charged to the Noteholders in respect of such payments.

C. Payments on business days: Where payment is to be made by transfer to a U.S. dollar account, payment instructions (for value the due date, or, if the due date is not a business day, for value the next succeeding business day) will be initiated and, where payment to be made by a U.S. dollar cheque, the cheque will be mailed on the due date for payment. A Noteholder shall not be entitled to any interest or other payment in respect of any delay in payment resulting from (A) the due date for a payment not being a business day or (B) a cheque mailed in accordance with this Condition 6 arriving after the due date for payment or being lost in the mail.

D. Partial payments: If a Paying Agent makes a partial payment in respect of any Note (including an instalment payment of principal pursuant to Condition 5 above), the Registrar shall procure that the amount and date of such payment are noted on the Register.

E. Record date: Payment in respect of a Note will be made to the person shown as the Holder in the Register at the opening of business in the place of the Registrar's specified office on the 15th day before the due date for such payment (the «Record Date»).

F. Paying Agent: The name of the Paying Agent and its initial specified office are set out at the end of these Conditions. The Fiduciary reserves the right at any time to appoint additional or other paying agents. The Fiduciary shall at all times maintain a Paying Agent having a specified office in a European city. Notice of any changes in specified offices will be given to the Noteholders promptly by the Fiduciary in accordance with Condition 13.

G. Payments under Loan Agreement: Any part payment of either principal or interest received by the Fiduciary under the Loan Agreement shall be used by the Fiduciary to satisfy, *pari passu* and rateably, the claims of the persons entitled to principal and/or interest then due in respect of the Notes pursuant to these Conditions.

H. No Set-off: The Fiduciary shall be under no obligation to apply the proceeds from any exercise of any rights of set-off, banker's lien or counterclaim arising out of other transactions between the Fiduciary and UKRAINE in payment of the Notes. For the avoidance of doubt, Noteholders shall only be entitled to payments hereunder from Fiduciary on the business day on which the Fiduciary is able to confirm that it has received fully cleared funds from UKRAINE.

7. Taxation

(1) The amounts payable in respect of principal and interest on the Loan shall be made free and clear of, and without withholding or deduction for, or on account of, all present or future taxes, duties, assessments or governmental charges of whatever nature («Taxes») imposed or levied by or on behalf of UKRAINE, or any political subdivision of, or any authority in, or of, UKRAINE having power to tax unless such withholding or deduction is required by law. In that event, UKRAINE will increase the payment of principal or interest, as the case may be, to such amount as will result in the

receipt by the Fiduciary of such amounts as would have been received by it had no such deduction or withholding been required.

(2) All payments in respect of the Notes shall be made by the Fiduciary without withholding or deduction for, or on account of, any present or future Taxes imposed or levied by or on behalf of Luxembourg, any political sub-division of, or any authority in, or of, Luxembourg having power to tax, unless the withholding or deduction of such Taxes is required by law. In that event, UKRAINE will pay to the Fiduciary under the Loan Conditions such additional amounts as may be necessary in order that the net amounts received by the Noteholders after the withholding or deduction shall equal the respective amounts which would have been receivable in respect of the Notes in the absence of the withholding or deduction, and the Fiduciary shall pay to the relevant Noteholders the amounts so received; except that no additional amounts shall be payable pursuant to paragraph (1) or this paragraph (2):

(a) to, or to a third party on behalf of, a holder who is liable to the Taxes in respect of the Note, by reason of his having some connection with UKRAINE or Luxembourg other than the mere holding of the Notes; or

(b) to, or to a third party on behalf of, a holder who would not be liable or subject to the withholding or deduction by making a declaration of non-residence or other similar claim for exemption to the relevant tax authority; or

(c) if the Note is presented for payment more than 30 days after the Relevant Date except to the extent that a holder would have been entitled to additional amounts on presenting the same for payment on the last day of the period of 30 days assuming that day to have been a Presentation Date.

If any such additional amounts are payable, the Fiduciary will have no obligation to pay such additional amounts until such time as it has received such additional amounts from UKRAINE.

(3) In these Conditions, «Relevant Date» means the date on which the payment first becomes due but, if the full amount of the money payable has not been received by the Fiduciary on or before the due date, it means the date on which, the full amount of the money having been so received, notice to that effect shall have been duly given to the Noteholders by the Fiduciary in accordance with Condition 13.

(4) In addition to the foregoing, no additional amounts shall be paid with respect to any payment on a Note to a holder who is a fiduciary or partnership or other than the sole beneficial owner of such payment to the extent such payment would be required to be included in the income, for tax purposes, of a beneficiary or settlor with respect to such fiduciary or a member of such partnership or a beneficial owner who would not have been entitled to the additional amounts had such beneficiary, settlor, member or beneficial owner been the holder of the Note, Receipt or Coupon.

(5) Any reference in these Conditions to any amounts in respect of the Notes shall be deemed also to refer to any additional amounts which may be payable under this Condition 7.

8. Events of Default

If any of the following events occurs and is continuing, then the Fiduciary at its discretion may and, if so requested in writing by Noteholders of at least one quarter in principal amount of the outstanding Notes or if so directed by an Extraordinary Resolution, shall, subject to the Fiduciary having been indemnified or provided with security to its satisfaction, give notice to UKRAINE pursuant to the Loan Conditions that the Loan is, and the Loan shall accordingly become, immediately due and payable at its then outstanding principal amount together with any accrued interest thereon whereupon the Notes shall forthwith become immediately due and repayable at their outstanding principal amount together with any accrued interest thereon:

A. Non-payment: default is made in the payment of any principal or interest by UKRAINE in respect of the Loan Agreement and the default continues for a period of 10 days, or

B. Breach of other obligations: UKRAINE defaults in the performance or observance of any of its other obligations under or in respect of the Loan Conditions and such default (i) is, in the opinion of the Fiduciary, incapable of remedy or (ii) being a default which is, in the opinion of the Fiduciary, capable of remedy, remains unremedied for 30 days or such longer period as the Fiduciary may agree after the Fiduciary has given written notice thereof to UKRAINE; or

C. Indebtedness of UKRAINE: if any Relevant Indebtedness shall become due and payable prior to the stated maturity thereof following a default or any security therefor becomes enforceable or UKRAINE fails to make any payment of any Relevant Indebtedness on the due date for payment thereof or, if applicable, at the expiration of any grace period originally applicable thereto or any guarantee of, or indemnity in respect of, any Relevant Indebtedness of any other Person given by UKRAINE shall not be honoured when due and called upon; provided that the aggregate amount of such Relevant Indebtedness is in excess of euro 25,000,000 (or its equivalent in any currency or currencies) and provided further that the acceleration of the maturity of or any payment default in respect of any Existing Notes or any Existing Loan will not constitute an Event of Default; or

D. Moratorium: if UKRAINE shall suspend payment of, or admit its inability to pay, Relevant Indebtedness or any part thereof, or declare a general moratorium on or in respect of Relevant Indebtedness or any part thereof or anything analogous to the foregoing shall occur, in each case other than with respect to Existing Notes or any Existing Loan; or

E. Unlawfulness: it is or will become unlawful for UKRAINE to perform or comply with any of its obligations under or in respect of the Loan Agreement, the Loan Conditions or the Notes.

«Existing Notes» means any and all of the outstanding (1) U.S. dollar denominated Zero Coupon Notes due 2000 issued by E.M. SOVEREIGN FINANCE B.V. (the «Zero Coupon Notes»); (2) euro denominated 14.75 per cent. Notes due March 2000 issued on a fiduciary basis by Bankers Trust Luxembourg S.A. («BT» and the «Euro Notes»); (3) Deutsche Mark denominated 16.00 per cent. Notes due February 2001 issued on a fiduciary basis by CHASE MANHATTAN BANK LUXEMBOURG S.A. («Chase» and the «DM Notes»); and (4) U.S. dollar denominated Notes for the Settlement of UKRAINE's Debts for Natural Gas Supplies due 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006 and 2007 issued by UKRAINE, as each of the foregoing may be amended from time to time.

«Existing Loans» means any and all of the outstanding (1) euro denominated loan made to UKRAINE by BT in furtherance of the Euro Notes; (2) Deutsche Mark denominated loan made to UKRAINE by Chase in furtherance of the

DM Notes: and (3) amounts due under the credit agreement between E.M. SOVEREIGN FINANCE B.V and E.M. SOVEREIGN INVESTMENTS B.V., and a credit agreement between E.M. SOVEREIGN INVESTMENTS B.V., and UKRAINE in furtherance of the Zero Coupon Notes.

9. Prescription

Claims for payment of principal and interest in respect of the Notes shall become void unless made within a period often years (in the case of principal) or five years (in the case of interest) after such principal or interest has become due and payable. If any amounts are not reclaimed by Noteholders within the period of prescription, the Fiduciary will be entitled to pay to UKRAINE an equivalent amount under the terms of the Loan Agreement.

10. Replacement of Note Certificates

Should any Note Certificate be lost, stolen, mutilated, defaced or destroyed it may, subject to applicable Luxembourg law, be replaced at the specified office of the Registrar or Transfer Agent upon payment by the claimant of the expenses incurred in connection with such replacement and on such terms as to evidence, security, indemnity and otherwise as the Fiduciary may reasonably require. Mutilated or defaced definitive Note Certificates must be surrendered before replacements will be issued.

11. Meetings of Noteholders; Modification, Waiver and Authorisation

A. Meetings of Noteholders: Except as otherwise provided herein, meetings of Noteholders shall be held in accordance with the provisions of Luxembourg law applicable to the convening and conduct (subject to Condition 13) of meetings of Noteholders. Meetings may be convened by the Fiduciary (subject to it being indemnified to its satisfaction against all costs and expenses thereby occasioned) upon the request in writing of Noteholders holding not less than 10 per cent. of the aggregate principal amount of the outstanding Notes. The quorum at any meeting convened to vote on an Extraordinary Resolution will, subject as provided below, be two or more persons holding or representing more than half of the aggregate principal amount of the outstanding Notes or, at any adjourned meeting, two or more persons being or representing Noteholders whatever the principal amount of the Notes held or represented; provided, however, that certain proposals (including any proposal to accept any exchange offer in respect of the Notes, to change any date fixed for payment of principal in respect of the Notes, to reduce the amount of principal payable on any date in respect of the Notes, to alter the method of calculating the amount of any payment in respect of the Notes or the date for any such payment, to change the currency of payments under the Notes or to change the quorum requirements relating to meetings or the majority required to pass an Extraordinary Resolution (each, a «Reserved Matter»)) may only be sanctioned by an Extraordinary Resolution passed at a meeting of Noteholders at which two or more persons holding or representing not less than two thirds or, at any adjourned meeting, one third of the aggregate principal amount of the outstanding Notes form a quorum. Any Extraordinary Resolution duly passed at any such meeting shall be binding on all the Noteholders, whether present or not. All Extraordinary Resolutions must be approved by 75 per cent. of the votes cast. In addition, a resolution in writing signed by or on behalf of all Noteholders who for the time being are entitled to receive notice of a meeting of Noteholders will take effect as if it were an Extraordinary Resolution. Such a resolution in writing may be contained in one document or several documents in the same form, each signed by or on behalf of one or more Noteholders.

B. Modification and Waiver: The Fiduciary may, without the consent of the Noteholders, agree to any modification of these Conditions (other than in respect of a Reserved Matter) or the Loan Conditions which is, in the opinion of the Fiduciary, proper to make if, in the opinion of the Fiduciary, such modification will not be materially prejudicial to the interests of Noteholders and to any modification of the Notes or the Loan Agreement which is of a formal, minor or technical nature or is to correct a manifest error.

In addition, the Fiduciary may, without the consent of the Noteholders, authorise or waive any proposed breach of the Notes or the Loan Agreement (other than a proposed breach or breach relating to the subject of a Reserved Matter) if, in the opinion of the Fiduciary, the interests of the Noteholders will not be materially prejudiced thereby.

Any such modification, waiver or authorisation shall be binding on all Noteholders and, unless the Fiduciary agrees otherwise, any such authorisation, waiver or modification shall be notified to the Noteholders in accordance with Condition 13 as soon as practicable thereafter.

12. Enforcement

(1) Consistent with the grand-ducal regulation, no Noteholder has a direct right of action against UKRAINE either to enforce its rights under the Notes or to compel UKRAINE to comply with its obligations under the Loan Conditions, even in the case of the Fiduciary's failure to act or the insolvency of the Fiduciary.

(2) Upon the breach by UKRAINE of any of its obligations under the Loan Conditions, the Fiduciary may, provided it has actual knowledge thereof, at any time, at its discretion and without notice to the Noteholders, take such proceedings against UKRAINE as it may think fit to assert the Fiduciary's rights under the Loan Conditions but it shall not be bound to take any proceedings or any other action in relation to the Loan Conditions unless (a) it shall have been so directed by an Extraordinary Resolution of the Noteholders or so requested in writing by the holders of at least one quarter in principal amount of the Notes then outstanding and (b) it shall have been indemnified by the Noteholders to its satisfaction.

(3) The Fiduciary has no obligation to, and will not, investigate, monitor, assess or keep under review, either on its own behalf or on behalf of the Noteholders, the financial condition, creditworthiness, affairs, status or nature of UKRAINE or the validity or enforceability of the Loan Agreement.

(4) Whenever the Fiduciary is bound to act at the request or direction of one or more of the Noteholders, it shall nevertheless not be so bound unless first indemnified and/or provided with security to its satisfaction against all actions, proceedings, claims and demands to which it may render itself liable and all costs, charges, damages, expenses and liabilities which it may incur by so doing.

(5) The Fiduciary shall not be liable for any error of judgment made in good faith by any officer or employee of the Fiduciary or any of its affiliates by the Fiduciary to administer its fiduciary business.

13. Notices

All notices to Noteholders may be delivered in person or sent by mail or facsimile transmission or telex to them at their respective registered addresses, registered facsimile or telex numbers appearing on the register. Any such notice shall be deemed to have been given, in the case of a letter delivered by hand, at the time of delivery, in the case of a letter sent by mail, on the fourth weekday (excluding Saturday and Sunday) after the date of mailing, in the case of facsimile transmission, at the time of dispatch or, in the case of a telex, on receipt of an answerback confirmation by the sender, except that, so long as the Notes are listed on the Luxembourg Stock Exchange, and the rules of the Luxembourg Stock Exchange so require, notices will also be published in a leading newspaper having general circulation in Luxembourg (which is expected to be the *Luxemburger Wort*) or, if such publication is not practicable, in an English language newspaper having general circulation in Europe.

14. Resignation of the Fiduciary

The Fiduciary may resign as Fiduciary by giving at least 30 days' notice in writing to the Noteholders. The resignation of the Fiduciary shall take effect on the date specified in such notice provided that no such resignation shall take effect until the appointment by the Fiduciary of a successor, the acceptance by such successor of such appointment and assumption of the rights and obligations of the Fiduciary thereunder by the successor. The Fiduciary shall procure the appointment of a successor Fiduciary as soon as possible after having given notice of such resignation. As soon as practicably possible after, but in any event within 15 days of, such appointment being made, the Fiduciary shall give due notice thereof to the Noteholders.

15. Further Issues

The Fiduciary may from time to time without the consent of the holders of the Notes but with the written consent of UKRAINE create and issue further notes, having terms and conditions the same as those of the Notes and ranking *pari passu* with the Notes in all respects (the «New Notes»). Any such New Notes shall be issued with the benefit of the Loan Conditions as amended to reflect the increased principal amount of the Loan.

16. Governing Law and Jurisdiction

The Notes are governed by and shall be interpreted in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Notes are governed in particular by the grand-ducal regulation. Actions or proceedings against the Fiduciary may be brought only in a court of Luxembourg having jurisdiction.

UKRAINE has, in the Loan Agreement, agreed that any disputes which may arise out of or in connection with the Loan Agreement (including any questions regarding its existence, validity or termination) (referred to as «Disputes») may, at the sole option of the Fiduciary, be referred to and finally resolved by arbitration under the Rules of the London Court of International Arbitration, which Rules are deemed to be incorporated by reference into such documents. The place of any such arbitration shall be London and the language English.

To the extent that UKRAINE or any of its revenues, assets or properties are entitled, in England or any other jurisdiction where proceedings may at any time be brought against it or any of its revenues, assets or properties, to any immunity from suit, from the jurisdiction of any such court, from set-off, from attachment prior to judgment, from attachment in aid of execution of a judgment, from execution of a judgment or from any other legal or judicial process or remedy, and to the extent that in any such jurisdiction there shall be attributed such an immunity, UKRAINE has irrevocably and unconditionally waived and agreed not to raise such immunity to the fullest extent permitted by the laws of such jurisdiction (and consents generally for the purposes of the State Immunity Act 1978 to the giving of any relief or the issue of any process in connection with any proceeding). The waiver of immunities referred to in the Loan Conditions constitutes only a limited and specific waiver for the purposes of the Loan Agreement and under no circumstances shall it be interpreted as a general waiver by UKRAINE or a waiver with respect to proceedings unrelated to the Loan Agreement. UKRAINE has not waived such immunity in respect of property which is (i) used by a diplomatic or consular mission of UKRAINE (except as may be necessary to effect service of or process), (ii) property of a military character and under the control of a military authority or defence agency, or (iii) located in UKRAINE and dedicated to a public or governmental use (as distinct from property dedicated to a commercial use).»

Background

In an Offering Memorandum dated 9 February, 2000 (as supplemented to the date of this Meeting) (the «Offering Memorandum»), UKRAINE made an offer to Noteholders to exchange the Notes (as well as other Existing Notes) for either Dollar New Notes or Euro New Notes (at the election of the Noteholders), subject to the terms and conditions regarding the Exchange Offer set forth in the Offering Memorandum. Based on the aggregate principal amount of Notes Tendered by Noteholders in the Exchange Offer, UKRAINE has determined to convene the Meeting to consider and, if thought fit, to pass the Extraordinary Resolution set Out in this Notice.

Terms used but not otherwise defined shall have the meanings assigned to such terms in the Offering Memorandum.

As set forth in the Extraordinary Resolution, copies of drafts of the Relevant Agreements, as amended to implement the Extraordinary Resolution, will be available for inspection at the Meeting and at the offices of the Paying Agent from the date the Notice is published.

The attention of Noteholders is particularly drawn to the quorum and voting requirements for the Meeting and for an adjourned Meeting, which are set out below.

In accordance with normal practice, the Fiduciary expresses no opinion on the merits of the Extraordinary Resolution but has authorised it to be stated that it has no objection to the Extraordinary Resolution being submitted to the Noteholders for their consideration.

Voting

The Meeting will be held in accordance with the provisions of Luxembourg law applicable to the convening and conduct of meetings of noteholders.

Noteholders who have Tendered in the Exchange Offer

Noteholders who have Tendered their Notes in the Exchange Offer have provided a proxy in favour of the Principal Exchange Agent or its agent to vote their holdings of the Notes in favour of the Extraordinary Resolution at the Meeting, which proxy is valid until the Expiry Date. **No further action is required of such tendering Noteholders.** Such Noteholders are not required to attend the Meeting or take any other action with respect to the Notes.

All other Noteholders

A Noteholder may, by executing and delivering a form of proxy in English to the Office specified below of the Paying Agent (as specified below) not later than 24 hours before the time fixed for the Meeting, appoint a proxy to act on its behalf in connection with the Meeting. A Noteholder which is a corporation may deliver to any Agent not later than 24 hours before the time fixed for the Meeting, a resolution of its directors, in English, authorising any person to act as its representative in connection with the Meeting.

IMPORTANT: The Notes currently are represented by interests in a permanent global note. Each person (a «beneficial owner») who is the owner of a particular nominal amount of the Notes, as shown in the records of CLEARSTREAM BANKING, Société Anonyme («Clearstream, Luxembourg») or EUROCLEAR or their respective account-holders («Account-holders»), should note that such person will not be a Noteholder for the purposes of this notice and will only be entitled to attend and vote at the Meeting in accordance with the procedures set out below. Accordingly, beneficial owners should convey their voting instructions, directly or through the Account-holder through whom they hold their interest in the Notes, to Clearstream, Luxembourg or EUROCLEAR, as applicable, in accordance with the procedures of Clearstream, Luxembourg or EUROCLEAR and such Account-holders or arrange by the same means to appoint a proxy.

** Notes held through Clearstream, Luxembourg or EUROCLEAR*

1. Those beneficial owners who hold their interests in Notes through Clearstream, Luxembourg or EUROCLEAR (each a «Clearing system») **and who wish to attend and vote at the Meeting** should contact the relevant Clearing System to make arrangements to attend and vote at the Meeting. Beneficial owners must have made arrangements to vote with the relevant Clearing System by not later than 48 hours before the time fixed for the Meeting and any voting instructions given may not be revoked during the period starting 48 hours before the Meeting and ending at the close of the Meeting.

2. Those beneficial owners who hold their interests in Notes through a Clearing System and **who wish to vote at but do not wish to attend the Meeting** should contact the relevant Clearing System to arrange for another person nominated by such beneficial owners to be appointed as a proxy in respect of the Notes in which they have an interest to attend to vote at the Meeting on their behalf or to make arrangements for the votes relating to the Notes in which they have an interest to be cast on their behalf by the Paying Agent acting as a proxy. Beneficial owners must have made arrangements to vote with the relevant Clearing System by not later than 48 hours before the time fixed for the Meeting and any voting instructions given may not be revoked during the period starting 48 hours before the Meeting and ending at the close of the Meeting.

Quorum

To approve the Extraordinary Resolution, the quorum required at the Meeting is one or more persons holding Notes or being proxies or representatives and holding or representing in the aggregate not less than two thirds of the principal amount of the Notes for the time being outstanding.

The quorum required at an adjourned meeting of holders of Notes convened to approve the Extraordinary Resolution is one or more persons holding Notes or being proxies or representatives and holding or representing in the aggregate not less than one third of the principal amount of the Notes then outstanding.

Majority

To approve the Extraordinary Resolution, not less than 75 per cent. of the votes cast must vote in favour of the Extraordinary Resolution. To approve the Extraordinary Resolution at an adjourned meeting, not less than 75 per cent. of the votes cast must vote in favour of the Extraordinary Resolution.

If passed, the Extraordinary Resolution will be binding on all Noteholders, whether or not present or voting at such Meeting.

PAYING AGENT, TRANSFER AGENT AND REGISTRAR

CHASE MANHATTAN BANK LUXEMBOURG S.A.
5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg
Telephone: 00 352 462 6851
Facsimile: 00 352 462 685 380
Attention: Manager, Capital Markets Fiduciary Services
CHASE MANHATTAN BANK LUXEMBOURG S.A.
17 March, 2000.

UKRAINE.
EURO 500,000,000 – 14.75 per cent. Notes due March 2000.

—
*Notice of a Meeting of the holders of the outstanding Notes
issued on a fiduciary basis by BANKERS TRUST LUXEMBOURG S.A.*

This notice for a meeting is delivered by the undersigned Fiduciary, BANKERS TRUST LUXEMBOURG S.A. (now acting under the name of DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A.) upon the request of UKRAINE pursuant to Clause 7 of the Original Loan Agreement as defined below. In accordance with normal practice, the Fiduciary expresses no opinion on the merits of the Extraordinary Resolution.

Notice is hereby given that a Meeting (the «Meeting») of the holders of the Notes (the «Noteholders») will be held at ING BANK N.V. London Branch located at 60 London Wall, London EC2M 5TQ, England on 11 April 2000 at 10.30 a.m. (London time) for the purpose of considering and, if thought fit, passing the resolution described below, which will be proposed as an Extraordinary Resolution, in accordance with the provisions of the terms and conditions of the Fiduciary Contract (as defined herein) and the Notes (the «Original Conditions») originally issued on a fiduciary basis by BANKERS TRUST LUXEMBOURG S.A. (now acting under the name of DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A.) (the «Fiduciary») to fund a loan by the Fiduciary to UKRAINE, acting through the Ministry of Finance, for and on behalf of UKRAINE («UKRAINE») pursuant to the terms of a loan agreement (the «Original Loan Agreement») dated 16 March, 1998 between the Fiduciary and UKRAINE.

Extraordinary resolution

«That this Meeting of the holders of the outstanding euro 500,000,000 14.75 per cent. Notes due March 2000 (the «Notes») issued on a fiduciary basis pursuant to the grand-ducal regulation dated 19 July, 1983 concerning fiduciary contracts of credit institutions, as amended (the «grand-ducal regulation») by BANKERS TRUST LUXEMBOURG S.A., now acting under the name of DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A.), acting as the fiduciary (the «Fiduciary») for the holders of the Notes, to fund a loan by the Fiduciary to UKRAINE pursuant to the terms of a loan agreement (the «Original Loan Agreement») dated 16 March, 1998 between the Fiduciary and UKRAINE which has been duly convened in accordance with Original Condition 13 and concerning which Noteholders were notified pursuant to Original Condition 12 (as modified by paragraph 5 of the global note representing the Notes) and in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, hereby;

(i) assents to the modification of the «Fiduciary Contract» and the «Conditions of the Notes» applicable to the Notes by the deletion of such «Fiduciary Contract» and the «Conditions of the Notes» in their entirety and the replacement of them with the «Fiduciary Contract» and the «Conditions of the Notes» contained in the Fiduciary Contract and Condition 1 through Condition 16 in full set forth in Schedule 1 hereto, which replacement provisions are incorporated by reference herein and made part of this Extraordinary Resolution and which will take effect and be effective from the later of (x) the Exchange Date, as such term is defined in the Offering Memorandum issued by UKRAINE dated 9 February, 2000 (as supplemented to the date of this Meeting) relating to UKRAINE's exchange offer for, among other notes, the Notes and (y) the date that this Extraordinary Resolution is approved;

(ii) sanctions every abrogation, modification, compromise or arrangement in respect of the rights of the Noteholders against the Fiduciary or UKRAINE involved in or resulting from the modifications referred to in paragraph (i) of this Extraordinary Resolution; and

(iii) in order to give effect to the modifications referred to in paragraph (i) of this Extraordinary Resolution and any consequent modifications to the form of global note representing the Notes, the Original Loan Agreement and other agreements relating to the Notes or the Original Loan Agreement (collectively, «Relevant Agreements»), requests and authorises the Fiduciary (without any liability in so doing) to enter into and execute and make such amendments to such Relevant Agreements (in the forms of drafts produced to this Meeting and for purposes of identification signed by the Chairman of this Meeting) to give effect to this Extraordinary Resolution.

For the avoidance of doubt, paragraphs (i) through (iii) shall be deemed to be one single Extraordinary Resolution.

*Schedule 1
Fiduciary Contract*

Each Note is one of a series of the outstanding € 10 per cent. Notes due 2007 (formerly the € 500,000,000 14.75 per cent. Notes due March 2000) Issued on a fiduciary basis (the Notes), which together evidence the existence of a fiduciary contract on the terms described below (the «Fiduciary Contract») between the holders of the Notes (the «Noteholders») and DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A. acting as fiduciary (the Fiduciary») as amended and restated on the later of the Exchange Date (as such term is defined in the Offering Memorandum issued by UKRAINE dated 9 February 2000, as supplemented) and the approval of the Extraordinary Resolution, in its own name but at the exclusive risk and for the sole benefit of the Noteholder. The Fiduciary Contract is a *contrat fiduciaire* governed by the grand-ducal regulation of 19 July 1983 concerning fiduciary contracts of credit institutions of the Grand Duchy of Luxembourg, as amended, (the «grand-ducal regulation»). By accepting the Notes, each Noteholder has agreed to all the provisions of the Fiduciary Contract applicable to it.

The Fiduciary has received from each Noteholder the principal amount of the Note which amount will be deemed lent by the Fiduciary in its own name, but at the risk and for the benefit of the Noteholder in the following manner and upon the following terms. The Fiduciary is deemed to have combined the principal amount of each Note and deemed to have lent the aggregate of such sums to the Cabinet of Ministers of UKRAINE, represented by the Ministry of Finance, for and on behalf of UKRAINE («UKRAINE») pursuant to a loan agreement dated 16 March 1998 as amended and restated on the later of the Exchange Date and the approval of the Extraordinary Resolution («Loan Agreement»)

between the Fiduciary and UKRAINE. In the Loan Agreement UKRAINE has agreed that, on the terms of the Loan Agreement, it will be obliged to repay the aggregate outstanding amount of the loan (such amount constituting the «Loan») and interest thereon. The Fiduciary's payment obligations in respect of each Note, namely the principal outstanding amount of the Note, plus interest accrued and payable thereon, are conditional upon the due performance by UKRAINE of its obligations under the Loan Agreement. The Notes do not constitute direct debt obligations of the Fiduciary. The terms of UKRAINE's obligations to the Fiduciary under the Loan Agreement correspond in substance to the terms and conditions of the Notes (the «Conditions») as hereinafter described. Copies of the Loan Agreement (including the terms and conditions of the Loan (the «Loan Conditions»)) will be available for inspection during usual business hours on any weekday (except Saturdays and bank holidays) at the specified office of the Fiduciary. The Fiduciary is not obliged to account to the Noteholder in respect of any fees or expenses paid to it in respect of its appointment as Fiduciary, nor for any interest earned by it on amounts held by it from time to time on behalf of the Noteholder.

The Conditions form part of the Fiduciary Contract. They set out the rights of the Noteholder under the Fiduciary Contract and certain duties, powers and discretions of the Fiduciary which correspond in substance to those contained in the Loan Conditions. The Fiduciary shall and hereby undertakes to perform such duties and to exercise such powers and discretions in the best interests of the Noteholder. Further, the Fiduciary undertakes to exercise its rights under the Loan Conditions and its corresponding duties, powers and discretions in the best interests of the Noteholder, and to do so, and to account to the Noteholder for all payments received by it thereunder (except as otherwise provided herein), in such manner as to give effect to the Conditions.

The Fiduciary shall be under no obligation to the Noteholder other than that of faithful performance of its undertakings, duties, rights and powers under the Fiduciary Contract as set forth above and, in the event of a default under the Loan Agreement, shall be under no obligation to apply the proceeds of any rights of set-off, banker's lien or counterclaim arising out of other transactions between the Fiduciary and UKRAINE in payment of the Notes. The obligations of the Fiduciary under the Fiduciary Contract shall (subject to Condition 14) be irrevocable until such time as provision has been made for all payments due in respect of each Note.

Neither the Fiduciary nor any of its affiliates will be precluded from making any contracts or entering into any business transactions in the ordinary course of business with UKRAINE or from owning in any capacity any Notes and neither the Fiduciary nor any of its affiliates will be accountable to the Noteholder for any profits resulting therefrom. The Fiduciary may consult on legal matters with any lawyer, accountant, banker or other expert selected by it and shall incur no liability for actions taken, or suffered to be taken, with respect to such matters in good faith in reliance on the opinion of such person.

Consistent with the grand-ducal regulation, Noteholders have no direct right of action against UKRAINE to enforce their rights under the Notes or to compel UKRAINE to comply with its obligations under the Loan Agreement even in the case of the Fiduciary's failure to act or the insolvency of the Fiduciary.

The rights of the Fiduciary under the Loan Agreement are fiduciary assets of the Fiduciary and are held for the exclusive benefit of the Noteholder. The fiduciary assets are not part of the estate of the Fiduciary in the event of its liquidation. They may be attached only by persons whose rights exist as a result of the creation and existence of the fiduciary assets.

Except as otherwise provided herein, no commission or other remuneration will be due from the Noteholder to the Fiduciary for the performance of its services in respect of the Notes.

Conditions of the Notes

Each Note together with the other Notes of the same series evidences the existence of a Fiduciary Contract between the Fiduciary and the Noteholder under which the Fiduciary has conditional payment obligations (as set out in Condition 2) to each Noteholder equal to the outstanding principal amount of the Note plus interest accrued and payable thereon.

The Fiduciary itself will act as registrar (in such capacity, the «Registrar» for the Notes), paying agent (in such capacity, the «Paying Agent» for the Notes) and transfer agent (in such capacity, the «Transfer Agent» for the Notes) but has the right to delegate such functions and responsibilities to third parties pursuant to a contract substantially in the form of the draft Agency Agreement attached as a schedule to the Loan Agreement. The statements in these Conditions included summaries of, and are subject to, the detailed provisions of, and definitions in, the Loan Conditions. Copies of the Loan Agreement are available for inspection during normal business hours by the Noteholder (as defined in Condition 1) at the specified office of the Paying Agent. The Noteholder is entitled to the benefit of, is bound by, and is deemed to have notice of, all the provisions of the Loan Conditions applicable to the fiduciary assets. By acquiring the Notes, the Noteholder is deemed to have knowledge of all the provisions of the Loan Agreement and the Fiduciary Contract including the Conditions of the Notes described below and to accept the Fiduciary Contract including the Conditions of the Notes. The issue of the Notes is a fiduciary issue by the Fiduciary pursuant to the grand-ducal regulation dated 19 July, 1983 concerning fiduciary contracts of credit institutions, as amended (the «grand-ducal regulation»).

1. Form and Denomination, Register, Title and Transfers

A. Form and Denomination: Notes which were originally offered and sold outside the United States in reliance on Regulation S (Regulation S») under the U.S. Securities Act of 1933, as amended (the «Securities Act»), will be issued in minimum denominations of euro 1,000 or any amount in excess thereof which is an integral multiple of euro 1,000; Notes which were originally offered and sold to institutional accredited investors (each an «Institutional Accredited Investor») within the meaning of subparagraphs (1), (2), (3) or (7) of Rule 501(A) under the Securities Act in a transaction exempt from the registration requirements of the Securities Act (other than pursuant to Regulation S) will be issued in minimum aggregate principal amounts of euro 150,000 or any amount in excess thereof which is an integral

multiple of euro 1,000 (each an «authorised denomination»). All Notes will be issued in fully registered form, without interest coupons attached.

B. Register: The Registrar will maintain a register (the «Register») in respect of the Notes in accordance with the provisions of the Agency Agreement dated the later of the Exchange Date and the date of the Extraordinary Resolution. In these Conditions, the «Holder» of a Note means the person in whose name such Note is for the time being registered in the Register (or, in the case of a joint holding, the first named thereof) and «Noteholder» shall be construed accordingly. A certificate (each, a «Note certificate») will be issued to each Noteholder in respect of its registered holding. Each Note Certificate will be numbered serially with an identifying number which will be recorded in the Register.

C. Title: The Holder of each Note shall (except as otherwise required by law or except as otherwise ordered by a court of competent jurisdiction) be treated as the absolute owner of such Notes for all purposes (whether or not it is overdue and regardless of any notice of ownership, trust or any other interest therein, any writing on the Note Certificate relating thereto (other than the endorsed form of transfer) or any notice of any previous loss or theft of such Note Certificate) and no person shall be liable for so treating such Holder.

D. Transfers: Subject to paragraphs (G) and (H) below, a Note may be transferred in whole or in part in an authorised denomination upon surrender of the relevant Note Certificate, with the endorsed form of transfer duly completed, at the specified office of the Registrar or the Transfer Agent, together with such evidence as the Registrar or (as the case may be) the Transfer Agent may reasonably require to prove the title of the transferor and the authority of the individuals who have executed the form of transfer; provided, however, that a Note may not be transferred unless the principal amount of Notes transferred and (where not all of the Notes held by a Holder are being transferred) the principal amount of the balance of Notes not transferred are authorised denominations. Where not all the Notes represented by the surrendered Note Certificate are the subject of the transfer, a new Note Certificate in respect of the balance of the Notes will be issued to the transferor.

E. Registration and delivery of Note Certificates: Subject to paragraphs (F) and (C) below, within five business days of the surrender of a Note Certificate in accordance with paragraph (D) above, the Registrar will register the transfer in question and deliver a new Note Certificate of a like principal amount to the Notes transferred to each relevant Holder at its specified office or (as the case may be) the specified office of the Transfer Agent or (at the request and risk of any such relevant Holder) by uninsured first class mail (airmail if overseas) to the address specified for the purpose by such relevant Holder. In this paragraph, «business day» means a day on which commercial banks are open for business (including dealings in foreign currencies) in the city where the Registrar or (as the case may be) the Transfer Agent has its specified office.

F. No charge: The transfer of a Note will be effected without charge by or on behalf of the Fiduciary, the Registrar or the Transfer Agent but against such indemnity as the Registrar or (as the case may be) the Transfer Agent may require in respect of any tax or other duty or governmental charge of whatsoever nature which may be levied or imposed in connection with such transfer.

G. Closed periods: Noteholders may not require transfers to be registered during the period of 15 days ending on an Interest Payment Date (as defined in Condition 4) or a Principal Payment Date (as defined in Condition 5).

H. Regulations concerning transfers and registration: All transfers of Notes and entries on the Register are subject to the detailed regulations concerning the transfer of Notes promulgated by the Fiduciary, with the prior written approval of the Registrar. The regulations may be changed by the Fiduciary with the prior written approval of UKRAINE and the Registrar. A copy of the current regulations will be mailed (free of charge) by the Registrar to any Noteholder who requests in writing a copy of such regulations.

I. Identity of Registrar and Transfer Agent: The names of the initial Registrar and Transfer Agent and their initial specified offices are set out at the end of these Conditions. The Fiduciary reserves the right at any time to vary or terminate the appointment of the Registrar or the Transfer Agent and to appoint another Registrar or additional Transfer Agent(s) provided that it will at all times maintain a Registrar having its specified office in Luxembourg and a Transfer Agent having its specified office in a European city which, so long as the Notes are listed on the Luxembourg Stock Exchange, shall be Luxembourg. Notice of any such termination or appointment and of any changes in specified offices will be given to the Noteholders promptly by the Fiduciary in accordance with Condition 13.

2. Status and Limited Recourse

The payment obligations of UKRAINE under the Loan Agreement are direct, unconditional and (subject as provided in Condition 3) unsecured obligations of UKRAINE and (subject as provided above) rank and will rank *pari passu*, without any preference among themselves, with all other outstanding unsecured and unsubordinated obligations of UKRAINE, present and future, save only for such obligations as may be preferred by mandatory provision of applicable law.

The Fiduciary's payment obligations under the Notes which rank and will rank *pari passu* among themselves, are conditional upon the due performance by UKRAINE of its obligations under the Loan Agreement. For the avoidance of doubt, the Fiduciary will not be under any obligation to make any payment of principal, interest or otherwise, under the Notes unless UKRAINE has made a corresponding payment to the Fiduciary under the Loan Agreement and the Noteholders have no recourse to the Fiduciary for failure by it to make any payment in respect of any payment amounts not received by it from UKRAINE under the Loan Agreement.

3. Negative Pledge

The Loan Conditions provide that, so long as the Loan or any part of it remains outstanding, UKRAINE will not grant or permit to be outstanding, and it will procure that there is not granted or permitted to be outstanding, any Security Interest (other than a Permitted Security Interest) over any of its present or future assets or revenues or any part

thereof, to secure any Relevant Indebtedness unless UKRAINE shall, in the case of the granting of the security, before or at the same time, and in any other case, promptly, secure its obligations under the Loan Agreement equally and rateably therewith to the satisfaction of the Fiduciary or cause such obligations to have the benefit of such other security, as shall be approved by the Fiduciary as being not materially less beneficial to the interests of the Noteholders, in its absolute discretion, or by an Extraordinary Resolution of the Noteholders.

«Relevant Indebtedness» means any indebtedness (whether being any principal, premium, interest or other amounts constituting such indebtedness), present or future, of UKRAINE in the form of or represented by notes, bonds or other similar instruments whether or not (a) incurred by means of a loan, the making of which has been directly funded by the issue by a fiduciary (or other person whose liability is conditional upon the payments due in respect of the loan) of notes, bonds or other similar instruments, or (b) issued directly by UKRAINE, where, in any such case, such notes, bonds or other similar instruments are (i) capable of being traded on any stock exchange or other securities market and (ii) denominated in a currency other than the legal currency of UKRAINE.

«Permitted Security Interest» means:

(i) any Security Interest arising by operation of law which has not been foreclosed or otherwise enforced against the assets to which it applies;

(ii) any Security Interest existing on any property at the time of its acquisition;

(iii) any Security Interest upon any property to secure indebtedness incurred for the purpose of financing the acquisition of such property (or property which forms part of a class of assets of a similar nature where the Security Interest is by reference to the constituents of such class from time to time);

(iv) any Security Interest securing or providing for the payment of indebtedness incurred in connection with any Project Financing provided that such Security Interest applies solely to (x) any property which is, or forms part of, the subject of such Project Financing or (y) revenues or claims which arise from the operation, failure to meet specifications, exploitation, sale or loss, or failure to complete or damage to, any such property; or

(v) any renewal or extension of any Security Interest described in subparagraphs (ii)-(iv) above, provided that the principal amount of the indebtedness secured thereby is not increased;

«Person» means any individual, company, corporation, firm, partnership, joint venture, association, unincorporated organisation, trust or any other entity, including, without limitation, state or agency of a state or other entity, whether or not having separate legal personality;

«Project Financing» means any arrangement for the provision of funds which are to be used solely to finance a project for the acquisition, construction, development or exploitation of any property pursuant to which the Persons providing such funds agree that the principal source of repayment of such funds will be the project and the revenues (including insurance proceeds) generated by such project; and

«Security Interest» means any mortgage, charge, pledge, lien or other security interest (but excluding any lien arising by operation of law or pursuant to the judgment of any court in respect of the Existing Notes and/or the Existing Loans, each as defined in Condition 8).

4. Interest

The Notes bear interest accruing on a daily basis from 15 March, 2000 at the rate of 10 per cent. per annum, payable quarterly in arrear on 15 March, 15 June, 15 September and 15 December in each year, commencing on 15 June, 2000 (each an «Interest Payment Date»). Interest will be paid subject to and in accordance with the provisions of Condition 6. On each Principal Payment Date, interest will cease to accrue on the portion of outstanding principal on each Note scheduled to be paid on such Principal Payment Date in accordance with Condition 5A unless such payment of principal is improperly withheld or refused or unless default is otherwise made in respect of such payment, in which case interest shall continue to accrue on such portion of outstanding principal in accordance with this Condition 4 until whichever is the earlier of (i) the day on which payment in full of such portion of outstanding principal is received by or on behalf of the relevant Noteholder and (ii) the day which is seven days after the Paying Agent or the Fiduciary has notified the Noteholders that it has received all sums due in respect of the Notes up to such seventh day (except to the extent that there is any subsequent default in payment).

If interest is required to be calculated for a period of less than 12 months, it will be calculated on the basis of a year of 360 days consisting of 12 months of 30 days each and, in the case of an incomplete month, the actual number of days elapsed.

5. Redemption, Purchase and Cancellation

A. Redemption: The Loan Agreement provides that UKRAINE shall repay the principal amount of the Loan by instalments on the business day preceding each of the dates set forth below (such dates, each a «Principal Payment Date») as set out below (calculated by reference to the original principal amount of the Loan as reduced by the principal amount of the Loan credited as being prepaid pursuant to paragraph (C) below). Following receipt of each such instalment payment by the Fiduciary, the Fiduciary shall (except for those Notes previously redeemed, or purchased and cancelled as provided below), redeem the principal amount of the Notes by instalments on each Principal Payment Date as set out below (calculated by reference to the original principal amount of the Notes as reduced by the original principal amount of any Notes purchased and cancelled under paragraphs (B) and (C) below), subject as provided in Condition 6.

The Loan will be repaid and the Notes will be redeemed at the following rates:

<i>Principal Payment Date</i>	<i>Rate</i>
15 March 2001:	3.0%
15 September 2001:	3.0%
15 March 2002:	5.0%
15 September 2002:	5.0%

15 March 2003:	9.333%
15 September 2003:	9.333%
15 March 2004:	9.333%
15 September 2004:	9.333%
15 March 2005:	9.333%
15 September 2005:	9.333%
15 March 2006:	9.333%
15 September 2006:	9.333%
15 March 2007:	9.336%

B. Purchase: UKRAINE may at any time purchase Notes in the open market or otherwise and at any price.

C. Cancellation: All Notes purchased in accordance with paragraph (B) shall be cancelled and may not be reissued or resold. Upon cancellation following the purchase of a Note by or on behalf of UKRAINE, UKRAINE shall be credited with the prepayment of an equal principal amount of the Loan as set forth in the Loan Agreement.

6. Payments

A. General: Payments under the Loan Agreement shall be made by UKRAINE to the Fiduciary, such payments to be applied by the Fiduciary solely for the benefit of Noteholders. Payments of principal and interest in respect of the Notes will be made by transfer to the account of the Noteholder specified in the Register, or if no account is so specified by euro cheque drawn on a bank in the European Union and mailed to the Holder by uninsured first class mail (airmail if overseas), at the address appearing in the Register at the opening of business on the relevant Record Date or, upon application by a Noteholder to the specified office of the Registrar not later than the 15th day before the due date for any such payment, by transfer to a euro account maintained by the payee with a bank in the European Union. Payments of the final instalment of principal in respect of each Note will be made against presentation and surrender of the relevant Note Certificate provided that a Noteholder shall be entitled to present a Note Certificate for payment only on a Presentation Date (as defined below) and shall not be entitled to any further payment if a Presentation Date is after the due date.

«Presentation Date» means a day which (subject to Condition 9): (a) is or falls after the relevant due date or, if the due date is not or was not a business day, is or falls after the next following such business day, and (b) commercial banks are open for business (including dealings in foreign currencies) in the place of the specified office of the Paying Agent at which the Note Certificate is presented.

In these Conditions (except for (b) above and Condition 1E), «business day» means any day on which the Trans-European Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer (TARGET) System (the «Target System») is open.

B. Payments subject to fiscal laws: All payments in respect of the Notes are subject in all cases to any applicable fiscal or other laws and regulations, but without prejudice to the provisions of Condition 7. No commissions or expenses shall be charged to the Noteholders in respect of such payments.

C. Payments on business days: Where payment is to be made by transfer to a euro account, payment instructions (for value the due date, or, if the due date is not a business day, for value the next succeeding business day) will be initiated and, where payment is to be made by a euro cheque, the cheque will be mailed on the due date for payment. A Noteholder shall not be entitled to any interest or other payment in respect of any delay in payment resulting from (A) the due date for a payment not being a business day or (B) a cheque mailed in accordance with this Condition 6 arriving after the due date for payment or being lost in the mail.

D. Partial payments: If a Paying Agent makes a partial payment in respect of any Note (including an instalment payment of principal pursuant to Condition 5), the Registrar shall procure that the amount and date of such payment are noted on the Register.

E. Record date: Payment in respect of a Note will be made to the person shown as the Holder in the Register at the opening of business in the place of the Registrar's specified office on the 15th day before the due date for such payment (the «Record Date»).

F. Paying Agent: The name of the Paying Agent and its initial specified office are set out at the end of these Conditions. The Fiduciary reserves the right at any time to appoint additional or other paying agents. The Fiduciary shall at all times maintain a Paying Agent having a specified office in a European city. Notice of any changes in specified offices will be given to the Noteholders promptly by the Fiduciary in accordance with Condition 13.

G. Payments under Loan Agreement: Any part payment of either principal or interest received by the Fiduciary under the Loan Agreement shall be used by the Fiduciary to satisfy, *pari passu* and rateably, the claims of the persons entitled to principal and/or interest then due in respect of the Notes pursuant to these Conditions.

H. No Set-off: The Fiduciary shall be under no obligation to apply the proceeds from any exercise of any rights of set-off, banker's lien or counterclaim arising out of other transactions between the Fiduciary and UKRAINE in payment of the Notes. For the avoidance of doubt, Noteholders shall only be entitled to payments hereunder from the Fiduciary on the business day after the day on which the Fiduciary is able to confirm that it has received fully cleared funds from UKRAINE.

7. Taxation

(1) The amounts payable in respect of principal and interest on the Loan shall be made free and clear of, and without withholding or deduction for, or on account of, all present or future taxes, duties, assessments or governmental charges of whatever nature («Taxes») imposed or levied by or on behalf of UKRAINE, or any political sub-division of, or any authority in, or of, UKRAINE having power to tax unless such withholding or deduction is required by law. In that event, UKRAINE will increase the payment of principal or interest, as the case may be, to such amount as will result in the

receipt by the Fiduciary of such amounts as would have been received by it had no such deduction or withholding been required.

(2) All payments in respect of the Notes shall be made by the Fiduciary without withholding or deduction for, or on account of, any present or future Taxes imposed or levied by or on behalf of Luxembourg, any political sub-division of, or any authority in, or of, Luxembourg having power to tax, unless the withholding or deduction of such Taxes is required by law. In that event, UKRAINE will pay to the Fiduciary under the Loan Conditions such additional amounts as may be necessary in order that the net amounts received by the Noteholders after the withholding or deduction shall equal the respective amounts which would have been receivable in respect of the Notes in the absence of the withholding or deduction, and the Fiduciary shall pay to the relevant Noteholders, the amounts so received; except that no additional amounts shall be payable pursuant to paragraph (1) or this paragraph (2):

(a) to, or to a third party on behalf of, a holder who is liable to the Taxes in respect of the Note, by reason of his having some connection with UKRAINE or Luxembourg other than the mere holding of the Notes; or

(b) to, or to a third party on behalf of, a holder who would not be liable or subject to the withholding or deduction by making a declaration of non-residence or other similar claim for exemption to the relevant tax authority; or

(c) if the Note is presented for payment more than 30 days after the Relevant Date except to the extent that a holder would have been entitled to additional amounts on presenting the same for payment on the last day of the period of 30 days assuming that day to have been a Presentation Date.

If any such additional amounts are payable, the Fiduciary will have no obligation to pay such additional amounts until such time as it has received such additional amounts from UKRAINE.

(3) In these Conditions, «Relevant Date» means the date on which the payment first becomes due but, if the full amount of the money payable has not been received by the Fiduciary on or before the due date, it means the date on which, the full amount of the money having been so received, notice to that effect shall have been duly given to the Noteholders by the Fiduciary in accordance with Condition 13.

(4) In addition to the foregoing, no additional amounts shall be paid with respect to any payment on a Note to a holder who is a fiduciary or partnership or other than the sole beneficial owner of such payment to the extent such payment would be required to be included in the income, for tax purposes, of a beneficiary or settlor with respect to such fiduciary or a member of such partnership or a beneficial owner who would not have been entitled to the additional amounts had such beneficiary, settlor, member or beneficial owner been the holder of the Note, Receipt or Coupon.

(5) Any reference in these Conditions to any amounts in respect of the Notes shall be deemed also to refer to any additional amounts which may be payable under this Condition 7.

8. Events of Default

If any of the following events occurs and is continuing, then the Fiduciary at its discretion may and, if so requested in writing by Noteholders of at least one quarter in principal amount of the outstanding Notes or if so directed by an Extraordinary Resolution, shall, subject to the Fiduciary having been indemnified or provided with security to its satisfaction, give notice to UKRAINE pursuant to the Loan Conditions that the Loan is, and the Loan shall accordingly become, immediately due and payable at its then outstanding principal amount together with any accrued interest thereon whereupon the Notes shall forthwith become immediately due and repayable at their outstanding principal amount together with any accrued interest thereon:

A. Non-payment: default is made in the payment of any principal or interest by UKRAINE in respect of the Loan Agreement and the default continues for a period of 10 days: or

B. Breach of other obligations: UKRAINE defaults in the performance or observance of any of its other obligations under or in respect of the Loan Conditions and such default (i) is, in the opinion of the Fiduciary, incapable of remedy or (ii) being a default which is, in the opinion of the Fiduciary, capable of remedy, remains unremedied for 30 days or such longer period as the Fiduciary may agree after the Fiduciary has given written notice thereof to UKRAINE; or

C. Indebtedness of UKRAINE: if any Relevant Indebtedness shall become due and payable prior to the stated maturity thereof following a default or any security therefor becomes enforceable or UKRAINE fails to make any payment of any Relevant Indebtedness on the due date for payment thereof or, if applicable, at the expiration of any grace period originally applicable thereto or any guarantee of, or indemnity in respect of, any Relevant Indebtedness of any other Person given by UKRAINE shall not be honoured when due and called upon; provided that the aggregate amount of such Relevant Indebtedness is in excess of euro 25,000,000 (or its equivalent in any currency or currencies) and provided further that the acceleration of the maturity of or any payment default in respect of any Existing Notes or any Existing Loan will not constitute an Event of Default; or

D. Moratorium: if UKRAINE shall suspend payment of, or admit its inability to pay, Relevant Indebtedness or any part thereof, or declares general moratorium on or in respect of Relevant Indebtedness or any part thereof or anything analogous to the foregoing shall occur, in each case other than with respect to Existing Notes or any Existing Loan; or

E. Unlawfulness: it is or will become unlawful for UKRAINE to perform or comply with any of its obligations under or in respect of the Loan Agreement, the Loan Conditions or the Notes.

«Existing Notes» means any and all of the outstanding (1) U.S. dollar denominated Zero Coupon Notes due 2000 issued by E.M. SOVEREIGN FINANCE B.V. (the «Zero Coupon Notes»); (2) U.S. dollar denominated 16.75 per cent. Notes due October 2000 issued on a fiduciary basis by CHASE MANHATTAN BANK LUXEMBOURG S.A. («Chase» and the «US Notes»); (3) Deutsche Mark denominated 16.00 per cent. Notes due February 2001 issued on a fiduciary basis by CHASE MANHATTAN BANK LUXEMBOURG S.A. («Chase» and the «DM Notes»); and (4) U.S. dollar denominated Notes for the Settlement of UKRAINE's Debts for Natural Gas Supplies due 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006 and 2007 issued by UKRAINE, as each of the foregoing may be amended from time to time.

«Existing Loans» means any and all of the outstanding (1) U.S. denominated loan made to UKRAINE by Chase in furtherance of the US Notes; (2) U.S. denominated loan made to UKRAINE by Chase in furtherance of the US Notes;

and (3) amounts due under the credit agreement between E.M. SOVEREIGN FINANCE B.V. and E.M. SOVEREIGN INVESTMENTS B.V., and a credit agreement between E.M. SOVEREIGN INVESTMENTS B.V. and UKRAINE in furtherance of the Zero Coupon Notes.

9. Prescription

Claims for payment of principal and interest in respect of the Notes shall become void unless made within a period of ten years (in the case of principal) or five years (in the case of interest) after such principal or interest has become due and payable. If any amounts are not reclaimed by Noteholders within the period of prescription, the Fiduciary will be entitled to pay to UKRAINE an equivalent amount under the terms of the Loan Agreement.

10. Replacement of Note Certificates

Should any Note Certificate be lost, stolen, mutilated, defaced or destroyed it may, subject to applicable Luxembourg law, be replaced at the specified office of the Registrar or Transfer Agent upon payment by the claimant of the expenses incurred in connection with such replacement and on such terms as to evidence, security, indemnity and otherwise as the Fiduciary may reasonably require. Mutilated or defaced definitive Note Certificates must be surrendered before replacements will be issued.

11. Meetings of Noteholders; Modification, Waiver and Authorisation

A. Meetings of Noteholders: Meetings of Noteholders shall be held in accordance with the provisions of Luxembourg law applicable to the convening (subject to Condition 13) and conduct of meetings of Noteholders. Meetings of Noteholders may be convened by the Fiduciary (subject to it being indemnified to its satisfaction against all costs and expenses thereby occasioned) upon the request in writing of Noteholders holding not less than 10 per cent. of the aggregate principal amount of the outstanding Notes. The quorum at any meeting convened to vote on an Extraordinary Resolution will, subject as provided below, be two or more persons holding or representing more than half of the aggregate principal amount of the outstanding Notes or, at any adjourned meeting, two or more persons being or representing Noteholders whatever the principal amount of the Notes held or represented; provided, however, that certain proposals (including any proposal to accept any exchange offer in respect of the Notes, to change any date fixed for payment of principal in respect of the Notes, to reduce the amount of principal payable on any date in respect of the Notes, to alter the method of calculating the amount of any payment in respect of the Notes or the date for any such payment, to change the currency of payments under the Notes or to change the quorum requirements relating to meetings or the majority required to pass an Extraordinary Resolution (each, a «Reserved Matter»)) may only be sanctioned by an Extraordinary Resolution which is passed at a meeting of Noteholders at which two or more persons holding or representing not less than two thirds or, at any adjourned meeting, one third of the aggregate principal amount of the outstanding Notes form a quorum. Any Extraordinary Resolution duly passed at any such meeting shall be binding on all the Noteholders, whether present or not. All Extraordinary Resolutions must be approved by 75 per cent. of the votes cast.

In addition, a resolution in writing signed by or on behalf of all Noteholders who for the time being are entitled to receive notice of a meeting of Noteholders will take effect as if it were an Extraordinary Resolution. Such a resolution in writing may be contained in one document or several documents in the same form, each signed by or on behalf of one or more Noteholders.

B. Modification and Waiver: The Fiduciary may, without the consent of the Noteholders, agree to any modification of these Conditions (other than in respect of a Reserved Matter) or the Loan Conditions which is, in the opinion of the Fiduciary, proper to make if, in the opinion of the Fiduciary, such modification will not be materially prejudicial to the interests of Noteholders and to any modification of the Notes or the Loan Agreement which is of a formal, minor or technical nature or is to correct a manifest error.

In addition, the Fiduciary may, without the consent of the Noteholders, authorise or waive any proposed breach of the Notes or the Loan Agreement (other than a proposed breach or breach relating to the subject of a Reserved Matter) if, in the opinion of the Fiduciary, the interests of the Noteholders will not be materially prejudiced thereby.

Any such modification, waiver or authorisation shall be binding on all Noteholders and, unless the Fiduciary agrees otherwise, any such authorisation, waiver or modification shall be notified to the Noteholders in accordance with Condition 13 as soon as practicable thereafter.

12. Enforcement

(1) Consistent with the grand-ducal regulation, no Noteholder has a direct right of action against UKRAINE either to enforce its rights under the Notes or to compel UKRAINE to comply with its obligations under the Loan Conditions, even in the case of the Fiduciary's failure to act or the insolvency of the Fiduciary.

(2) Upon the breach by UKRAINE of any of its obligations under the Loan Conditions, the Fiduciary may, provided it has actual knowledge thereof, at any time, at its discretion and without notice to the Noteholders, take such proceedings against UKRAINE as it may think fit to assert the Fiduciary's rights under the Loan Conditions but it shall not be bound to take any proceedings or any other action in relation to the Loan Conditions unless (a) it shall have been so directed by an Extraordinary Resolution of the Noteholders or so requested in writing by the holders of at least one quarter in principal amount of the Notes then outstanding and (b) it shall have been indemnified by the Noteholders to its satisfaction.

(3) The Fiduciary has no obligation to, and will not, investigate, monitor, assess or keep under review, either on its own behalf or on behalf of the Noteholders, the financial condition, creditworthiness, affairs, status or nature of UKRAINE or the validity or enforceability of the Loan Agreement.

(4) Whenever the Fiduciary is bound to act at the request or direction of one or more of the Noteholders, it shall nevertheless not be so bound unless first indemnified and/or provided with security to its satisfaction against all actions, proceedings, claims and demands to which it may render itself liable and all costs, charges, damages, expenses and liabilities which it may incur by so doing.

(5) The Fiduciary shall not be liable for any error of judgment made in good faith by any officer or employee of the Fiduciary or any of its affiliates by the Fiduciary to administer its fiduciary business.

13. Notices

All notices to Noteholders may be delivered in person or sent by mail or facsimile transmission or telex to them at their respective registered addresses, registered facsimile or telex numbers appearing on the register. Any such notice shall be deemed to have been given, in the case of a letter delivered by hand, at the time of delivery, in the case of a letter sent by mail, on the fourth weekday (excluding Saturday and Sunday) after the date of mailing, in the case of facsimile transmission, at the time of dispatch or, in the case of a telex, on receipt of an answerback confirmation by the sender, except that, so long as the Notes are listed on the Luxembourg Stock Exchange, and the rules of the Luxembourg Stock Exchange so require, notices will also be published in a leading newspaper having general circulation in Luxembourg (which is expected to be the *Luxemburger Wort*) or, if such publication is not practicable, in an English language newspaper having general circulation in Europe.

14. Resignation of the Fiduciary

The Fiduciary may resign as Fiduciary by giving at least 30 days' notice in writing to the Noteholders. The resignation of the Fiduciary shall take effect on the date specified in such notice provided that no such resignation shall take effect until the appointment by the Fiduciary of a successor, the acceptance by such successor of such appointment and assumption of the rights and obligations of the Fiduciary thereunder by the successor. The Fiduciary shall procure the appointment of a successor Fiduciary as soon as possible after having given notice of such resignation. As soon as practicably possible after, but in any event within 15 days of such appointment being made, the Fiduciary shall give due notice thereof to the Noteholders.

15. Further Issues

The Fiduciary may from time to time without the consent of the holders of the Notes but with the written consent of UKRAINE create and issue further notes, having terms and conditions the same as those of the Notes and ranking *pari passu* with the Notes in all respects (the «New Notes»). Any such New Notes shall be issued with the benefit of the Loan Conditions as amended to reflect the increased principal amount of the Loan.

16. Governing Law and Jurisdiction

The Notes are governed by and shall be interpreted in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Notes are governed in particular by the grand-ducal regulation. Actions or proceedings against the Fiduciary may be brought only in a court of Luxembourg having jurisdiction.

UKRAINE has, in the Loan Agreement, agreed that any disputes which may arise out of or in connection with the Loan Agreement (including any questions regarding its existence, validity or termination) (referred to as «Disputes») may, at the sole option of the Fiduciary, be referred to and finally resolved by arbitration under the Rules of the London Court of International Arbitration, which Rules are deemed to be incorporated by reference into such documents. The place of any such arbitration shall be London and the language English.

To the extent that UKRAINE or any of its revenues, assets or properties are entitled, in England or any other jurisdiction where proceedings may at any time be brought against it or any of its revenues, assets or properties, to any immunity from suit, from the jurisdiction of any such court, from set-off, from attachment prior to judgment, from attachment in aid of execution of a judgment, from execution of a judgment or from any other legal or judicial process or remedy, and to the extent that in any such jurisdiction there shall be attributed such an immunity, UKRAINE has irrevocably and unconditionally waived and agreed not to raise such immunity to the fullest extent permitted by the laws of such jurisdiction (and consents generally for the purposes of the State Immunity Act 1978 to the giving of any relief or the issue of any process in connection with any proceeding). The waiver of immunities referred to in the Loan Conditions constitutes only a limited and specific waiver for the purposes of the Loan Agreement and under no circumstances shall it be interpreted as a general waiver by UKRAINE or a waiver with respect to proceedings unrelated to the Loan Agreement. UKRAINE has not waived such immunity in respect of property which is (i) used by a diplomatic or consular mission of UKRAINE (except as may be necessary to effect service of process), (ii) property of a military character and under the control of a military authority or defence agency, or (iii) located in UKRAINE and dedicated to a public or governmental use (as distinct from property dedicated to a commercial use).

Background

In an Offering Memorandum dated 9 February, 2000 (as supplemented to the date of this Meeting) (the «Offering Memorandum»), UKRAINE made an offer to Noteholders to exchange the Notes (as well as other Existing Notes) for either Dollar New Notes or Euro New Notes (at the election of the Noteholders), subject to the terms and conditions regarding the Exchange Offer set forth in the Offering Memorandum. Based on the aggregate principal amount of Notes Tendered by Noteholders in the Exchange Offer, UKRAINE has determined to convene the Meeting to consider and, if thought fit, to pass the Extraordinary Resolution set out in this Notice.

Terms used but not otherwise defined herein have the meanings assigned to such terms in the Offering Memorandum.

As set forth in the Extraordinary Resolution, copies of drafts of the Relevant Agreements, as amended to implement the Extraordinary Resolution, will be available for inspection at the Meeting and at the offices of the Paying Agent from the date this Notice is published.

The attention of Noteholders is particularly drawn to the quorum and voting requirements for the Meeting and for an adjourned Meeting, which are set out below.

In accordance with normal practice, the Fiduciary expresses no opinion on the merits of the Extraordinary Resolution but has authorised it to be stated that it has no objection to the Extraordinary Resolution being submitted to the Noteholders for their consideration.

Voting

The Meeting will be held in accordance with the provisions of Luxembourg law applicable to the convening and conduct of meetings of noteholders

Noteholders who have tendered in the Exchange Offer

Noteholders who have tendered their Notes in the Exchange Offer have provided a proxy in favour of the Principal Exchange Agent or its agent to vote their holdings of the Notes in favour of the Extraordinary Resolution at the Meeting, which proxy is valid until the Expiry Date. **No further action is required of such tendering Noteholders.** Such Noteholders are not required to attend the Meeting or take any other action with respect to the Notes.

All other Noteholders

A Noteholder may, by executing and delivering a form of proxy in English to the office specified below of the Paying Agent (as specified below) not later than 24 hours before the time fixed for the Meeting, appoints a proxy to act on its behalf in connection with the Meeting. A Noteholder which is a corporation may deliver to any Agent not later than 24 hours before the time fixed for the Meeting, a resolution of its directors, in English, authorising any person to act as its representative in connection with the Meeting.

IMPORTANT: The Notes currently are represented by interests in a permanent global note. Each person (a «beneficial owner») who is the owner of a particular nominal amount of the Notes, as shown in the records of CLEARSTREAM BANKING, Société Anonyme («Clearstream, Luxembourg») or EUROCLEAR or their respective account-holders («Account-holders»), should note that such person will not be a Noteholder for the purposes of this notice and will only be entitled to attend and vote at the Meeting in accordance with the procedures set out below. Accordingly, beneficial owners should convey their voting instructions, directly or through the Account-holder through whom they hold their interest in the Notes, to Clearstream, Luxembourg or EUROCLEAR, as applicable, in accordance with the procedures of Clearstream, Luxembourg or EUROCLEAR and such Account-holders or arrange by the same means to appoint a proxy.

** Notes held through Clearstream, Luxembourg or EUROCLEAR*

1. Those beneficial owners who hold their interests in Notes through Clearstream, Luxembourg or EUROCLEAR (each a «Clearing System») **and who wish to attend and vote at the Meeting** should contact the relevant Clearing System to make arrangements to attend and vote at the Meeting. Beneficial owners must have made arrangements to vote with the relevant Clearing System by not later than 48 hours before the time fixed for the Meeting and any voting instructions given may not be revoked during the period starting 48 hours before the Meeting and ending at the close of the Meeting.

2. Those beneficial owners who hold their interests in Notes through a Clearing System and **who wish to vote at but do not wish to attend the Meeting** should contact the relevant Clearing System to arrange for another person nominated by such beneficial owners to be appointed as a proxy in respect of the Notes in which they have an interest to attend to vote at the Meeting on their behalf or to make arrangements for the votes relating to the Notes in which they have an interest to be cast on their behalf by the Paying Agent acting as a proxy. Beneficial owners must have made arrangements to vote with the relevant Clearing System by not later than 48 hours before the time fixed for the Meeting and any voting instructions given may not be revoked during the period starting 48 hours before the Meeting and ending at the close of the Meeting.

Quorum

To approve the Extraordinary Resolution, the quorum required at the Meeting is one or more persons holding Notes or being proxies or representatives and holding or representing in the aggregate not less than two thirds of the principal amount of the Notes for the time being outstanding.

The quorum required at an adjourned meeting of holders of Notes convened to approve the Extraordinary Resolution is one or more persons holding Notes or being proxies or representatives and holding or representing in the aggregate not less than one third of the principal amount of the Notes then outstanding.

Majority

To approve the Extraordinary Resolution, not less than 75 per cent. of the votes cast must vote in favour of the Extraordinary Resolution.

To approve the Extraordinary Resolution at an adjourned meeting, not less than 75 per cent. of the votes cast must vote in favour of the Extraordinary Resolution.

If passed, the Extraordinary Resolution will be binding on all Noteholders, whether or not present or voting at such Meeting.

PAYING AGENT, TRANSFER AGENT AND REGISTRAR

DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A.

2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg

Telephone: (0207) 547 1077

Facsimile: (0207) 547 1089

DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A.

17 March, 2000

(01045/950/600)

DEUTSCHE BANK LUXEMBOURG S.A.

AFRICAN TRADE AND INDUSTRIAL DEVELOPMENT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 22.291.

Acte constitutif publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, en date du 25 janvier 1985.

Le bilan et l'annexe établis au 30 novembre 1998, ainsi que les informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2000.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AFRICAN TRADE AND INDUSTRIAL
DEVELOPMENT HOLDING S.A.

Signature

(05957/255/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2000.

GAP FINANCE (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 49.623.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le vendredi 21 avril 2000 à 15.00 heures au siège social

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clôturant le 31 décembre 1999.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1999 et affectation des résultats.
3. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
5. Nomination statutaire.
6. Conversion eu EURO (loi du 10 décembre 1998)
autorisation au Conseil d'Administration
 - * de convertir en EURO le capital social
 - * au besoin, de procéder à une augmentation de capital
 - * d'adapter ou de supprimer la valeur nominale des actions
 - * en conséquence, d'adapter les statuts de la société
7. Divers.

I (01078/008/25)

Le Conseil d'Administration.

ALL CAR SERVICIS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8017 Strassen, 12, rue de la Chapelle.

R. C. Luxembourg B 34.943.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le mercredi 19 avril 2000 à 10.30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999;
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leurs mandats;
4. Divers.

I (01097/000/15)

Le Conseil d'Administration.

NESSY HOLDING S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 64.113.

The Shareholders of NESSY HOLDING S.A. are hereby convened to attend the

ORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders to be held at the registered office on April 21, 2000 at 5.00 p.m. to deliberate on the following agenda:

Agenda:

1. Acceptance of the resignation of Mr Tim van Dijk as Director;

2. Acceptance of the resignation of LUXEMBOURG MANAGEMENT COMPANY LIMITED as Director;
3. Acceptance of the resignation of LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A. as Director and Managing Director;
4. Discharge to the Directors and the Managing Director for their services;
5. Appointment of three new Directors;
6. Acceptance of the resignation of LUXEMBOURG ADMINISTRATIVE SERVICES LIMITED as Statutory Director;
7. Discharge to the Statutory Auditor;
8. Appointment of a new Statutory Auditor;
9. Transfer of the registered office of the company;
10. Miscellaneous.

In order to attend the Meeting of the company, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the Meeting at the registered office of the company. The Shareholders who can not attend the Meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to the registered office of the company to arrive not later than five clear days before the Meeting.

I (01161/710/27)

Signature
The Board of Directors

**DEXIA MONEY MARKET, Société d'Investissement à Capital Variable
de droit luxembourgeois.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 26.803.

Les actionnaires de DEXIA MONEY MARKET sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 avril 2000 à 16.00 heures, au siège social de la société, 69, route d'Esch, Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises;
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets au 31 décembre 1999; affectation des résultats;
3. Décharge aux administrateurs;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Seront admis à l'assemblée générale les propriétaires d'actions nominatives inscrits dans le registre des actionnaires de la SICAV, qui sont priés d'avertir le conseil d'administration de leur participation par lettre adressée à la Société, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée, avec mention du nombre d'actions représentées, et les propriétaires d'actions au porteur pour autant que ces derniers aient déposé leurs actions cinq jours ouvrables au moins avant l'assemblée aux guichets des établissements suivants:

- au Luxembourg: BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.
69, route d'Esch
L-1470 Luxembourg;
- en Belgique: CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE S.A.
44, boulevard Pachéco
B-1000 Bruxelles.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire ne requièrent pas de quorum spécial et seront adoptées, si elles sont approuvées par la majorité des actionnaires présents ou représentés.

I (01258/755/32)

Le Conseil d'Administration.

DEXIA BONDS, Société d'Investissement à Capital Variable de droit luxembourgeois.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 30.659.

Les actionnaires de DEXIA BONDS sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 20 avril 2000 à 15.00 heures, au siège social de la société, 69, route d'Esch, Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises;
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets au 31 décembre 1999; affectation des résultats;
3. Décharge aux administrateurs;

4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Seront admis à l'assemblée générale les propriétaires d'actions nominatives inscrits dans le registre des actionnaires de la SICAV, qui sont priés d'avertir le conseil d'administration de leur participation par lettre adressée à la Société, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée avec mention du nombre d'actions représentées, et les propriétaires d'actions au porteur pour autant que ces derniers aient déposé leurs actions cinq jours ouvrables au moins avant l'assemblée aux guichets des établissements suivants:

- au Luxembourg: BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A.
69, route d'Esch
L-1470 Luxembourg;
- en Belgique: CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE S.A.
44, boulevard Pachéco
B-1000 Bruxelles.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire ne requièrent pas de quorum spécial et seront adoptées, si elles sont approuvées par la majorité des actionnaires présents ou représentés.

I (01259/755/31)

Le Conseil d'Administration.

PRESTIGE LUXEMBOURG, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 23.223.

Le conseil d'administration de la Société sous rubrique a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le vendredi 21 avril 2000 à 10.00 heures, au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des rapports du président du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises.
2. Approbation des bilan et compte de pertes et profits au 31 décembre 1999.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge des administrateurs pour l'exercice de leur mandat durant l'année financière se terminant au 31 décembre 1999.
5. Nominations statutaires (i.e. démission de Mme Graizely).
6. Divers.

Les actionnaires sont informés que l'assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui désirent participer à l'assemblée générale ordinaire, sont priés d'effectuer le dépôt de leurs titres deux jours francs avant la date de l'assemblée au siège social de la Société.

Les actionnaires nominatifs qui désirent prendre part à l'assemblée générale ordinaire sont priés de faire connaître à la Société, deux jours francs au moins avant l'assemblée, leur intention d'y participer. Ils y seront admis sur justification de leur identité.

Le rapport annuel au 31 décembre 1999 est à la disposition des actionnaires au siège social de la Société.

I (01260/755/27)

Le Conseil d'Administration.

DAIWA JAPAN SMALL EQUITY FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 32.862.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders will be held at the registered office of the Company on 25 April 2000 at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the reports of the Board of Directors and of the Authorised Auditor.
2. Approval of the annual accounts, appendices and allocation of the results as at 31 December 1999.
3. Discharge to the Directors for the financial year ended 31 December 1999.
4. Re-election of the Directors for the ensuing year.
5. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda and that the decisions will be taken at the simple majority of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

I (01285/755/20)

By order of the Board of Directors.

SICARO, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 28.690.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUAIRE

de notre Société, qui aura lieu le 25 avril 2000 à 12.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation du bilan, du compte de pertes et profits et de l'affectation des résultats au 31 décembre 1999.
3. Décharge aux Administrateurs pour l'exercice clôturé au 31 décembre 1999.
4. Ratification de la cooptation d'administrateurs.
5. Nomination des Administrateurs.
6. Nomination du Réviseur.
7. Divers.

Chaque actionnaire qui souhaite être présent ou se faire représenter à cette assemblée générale annuelle doit déposer ses actions au plus tard le 14 avril 2000 soit au siège social de la société, soit aux guichets des institutions suivantes:

Des procurations sont disponibles au siège social.

au Luxembourg: KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE
43, boulevard Royal
L-2955 Luxembourg;

en Belgique: KBC BANK S.A.
2, avenue du Port
B-1080 Bruxelles.

I (01286/755/29)

Le Conseil d'Administration.

FORTIS L FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 32.237.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de la société se tiendra à la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., 50, avenue J. F. Kennedy à Luxembourg, le 21 avril 2000 à 14.30 heures pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice clos le 31 décembre 1999.
2. Rapport du réviseur d'entreprises.
3. Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1999.
4. Affectation des résultats.
5. Décharge aux administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 1999.
6. Nominations statutaires.
7. Questions diverses.

Pour pouvoir assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant la date de l'assemblée auprès de:

en Belgique
– la FORTIS BANQUE
Montagne du Parc, 3, à Bruxelles
– la BANQUE DEGROOF
rue de l'Industrie, 44, à Bruxelles
– la BANQUE NAGELMACKERS 1747
avenue Galilée, 5, à Bruxelles
– la BANQUE BELGOLAISE
Cantersteen, 1, à Bruxelles;
– la BANQUE IPPA
boulevard du Souverain, 23, à Bruxelles;
– la CITIBANK BELGIUM
boulevard Général Jacques, 263G, à Bruxelles.

au Grand-Duché de Luxembourg
– la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG
avenue J. F. Kennedy, 50, à Luxembourg;
– la BANQUE DE LUXEMBOURG
boulevard Royal, 14, à Luxembourg;
– la BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG
boulevard Joseph II, 7, à Luxembourg;

Les résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actionnaires présents ou représentés.

Un exemplaire non relié du rapport annuel est disponible sur demande au siège social de la SICAV.

I (01312/755/37)

Le Conseil d'Administration.

MDB FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable de droit luxembourgeois.
R. C. Luxembourg B 36.000.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le *21 avril 2000* à 11.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice clôturé au 31 décembre 1999;
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises sur les comptes clôturés au 31 décembre 1999;
3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1999 et affectation des résultats;
4. Décharge aux Administrateurs et au Réviseur d'Entreprises;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

Les actionnaires désirant assister à cette assemblée doivent déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée générale auprès de la SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.
I (01313/755/18) Le Conseil d'Administration.

INTERSELEX INTERNATIONAL, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 26.935.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de la société se tiendra à la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., 50, avenue J. F. Kennedy à Luxembourg, le *21 avril 2000* à 11.00 heures pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice clos le 31 décembre 1999.
2. Rapport du réviseur d'entreprises.
3. Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1999.
4. Affectation des résultats.
5. Décharge aux administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 1999.
6. Nominations statutaires.
7. Questions diverses.

Pour pouvoir assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant la date de l'assemblée auprès de:

en Belgique

– la FORTIS BANQUE
Montagne du Parc, 3 à Bruxelles
– la BANQUE BELGOLAISE
Cantersteen, 1, à Bruxelles

au Grand-Duché de Luxembourg

– la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG
avenue J. F. Kennedy 50, à Luxembourg;
– la FORTIS BANK LUXEMBOURG
avenue Monterey, 12-16, à Luxembourg

Les résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actionnaires présents ou représentés.

Un exemplaire non relié du rapport annuel est disponible sur demande au siège social de la SICAV.

I (01314/755/27)

Le Conseil d'Administration.

DEMETER, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 7, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 22.421.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par la présente à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le mercredi *12 avril 2000* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration;
2. Rapport du Réviseur d'entreprises;
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999;
4. Décharge à donner aux administrateurs;
5. Affectation du résultat;
6. Nominations statutaires;
7. Divers.

Pour pouvoirs assister à l'assemblée, les détenteurs d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant le jour de l'assemblée auprès de la BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

II (00807/755/20)

Le Conseil d'Administration.

HELIOS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 7, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 58.180.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par la présente à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le mercredi 12 avril 2000 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration;
2. Rapport du Réviseur d'entreprises;
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999;
4. Décharge à donner aux administrateurs;
5. Affectation du résultat;
6. Nominations statutaires;
7. Divers.

Pour pouvoirs assister à l'assemblée, les détenteurs d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant le jour de l'assemblée auprès de la BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

II (00808/755/20)

Le Conseil d'Administration.

AQUA, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 7, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 26.279.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par la présente à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le mercredi 12 avril 2000 à 12.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration;
2. Rapport du Réviseur d'entreprises;
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 1999;
4. Décharge à donner aux administrateurs;
5. Affectation du résultat;
6. Nominations statutaires;
7. Divers.

Pour pouvoirs assister à l'assemblée, les détenteurs d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant le jour de l'assemblée auprès de la BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

II (00809/755/20)

Le Conseil d'Administration.

GREVLIN S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 40.426.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le mercredi 12 avril 2000 à 14.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clôturant le 31 décembre 1999.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1999 et affectation des résultats.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Nomination statutaire.
5. Démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant.
6. Conversion en Euro (loi du 10 décembre 1998)
autorisation au Conseil d'Administration
 - de convertir en Euro le capital social
 - au besoin, de procéder à une augmentation de capital
 - d'adapter ou de supprimer la valeur nominale des actions
 - en conséquence d'adapter les statuts de la société
7. Divers.

II (00855/008/24)

Le Conseil d'Administration.

VERDI S.A.H., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-8017 Strassen, 12, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 26.262.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le mardi 11 avril 2000 à 9.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999;
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leurs mandats;
4. Divers.

II (00895/000/15)

Le Conseil d'Administration.

FONDS GENERAL STRATEGIQUE, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2093 Luxembourg, 10A, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 41.629.

Nous vous prions de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des Actionnaires de la Société («l'Assemblée») qui se tiendra le 11 avril 2000 à 11.00 heures, au siège social, 10A, boulevard Royal, L-2093 Luxembourg, et qui aura pour

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration pour l'exercice clos au 31 décembre 1999.
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice au 31 décembre 1999.
3. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1999 et affectation du bénéfice de la Société.
4. Quitus aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat.
5. Composition du Conseil d'Administration.
6. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises.
7. Divers.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent déposer pour le 6 avril 2000 leurs titres ou un certificat de blocage au siège de la Société, où des formules de procuration sont disponibles.

La présente convocation ainsi qu'une formule de procuration sont envoyées à tous les actionnaires inscrits au 27 mars 2000.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent informer dans les mêmes délais, c'est-à-dire au plus tard le 6 avril 2000, par écrit (lettre ou procuration) le Conseil d'Administration de leur intention d'assister ou de se faire représenter à l'Assemblée.

II (01014/755/27)

Pour le Conseil d'Administration.

**BANQUE BELGE ASSET MANAGEMENT FUND, SICAV,
Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 28.046.

The ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of BANQUE BELGE ASSET MANAGEMENT FUND, SICAV will be held at the offices of BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A. in Luxembourg, 50, avenue J. F. Kennedy, on 12 April 2000 at 10.00 a.m. for the purpose of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. To hear:
 - the management report of the directors,
 - the report of the auditor;
2. To approve the annual accounts for the year ended 31 December 1999;
3. To discharge the directors for the year ended 31 December 1999;
4. To elect the directors and the auditor for a term of one year;
5. Allocation of net results;
6. To approve the merger of the India Fund into the Asia Pacific Region Fund, subject to the approval of the Luxembourg Supervisory Authorities.
7. To authorize the Board of Directors to accomplish all the necessary steps in order to execute the decisions to be taken in point 6.
8. Any other business.

The GENERAL MEETING

of shareholders of INDIA FUND and ASIA PACIFIC REGION FUND will be held at the offices of BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A. in Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy, on 12 April 2000 at 10.15 a.m. for the purpose of considering and voting upon the following matters:

1. To approve the merger of the INDIA FUND into the ASIA PACIFIC REGION FUND, subject to the approval of the Luxembourg Supervisory Authorities.
2. To authorize the Board of Directors to accomplish all the necessary steps in order to execute the decision of merger.
3. Any other business.

The shareholders are advised that no quorums are required for the general meetings and that decisions will be taken at the majority of the shares present or represented at the meetings.

In order to take part at the meetings of 12 April 2000, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the meetings with one of the following banks:

- in Belgium
FORTIS BANQUE
3, Montagne du Parc, Brussels;
- in the Grand Duchy of Luxembourg
BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A.
50, avenue J. F. Kennedy, Luxembourg.

II (01015/584/46)

The Board of Directors.

SOCIETE ANONYME DES CHAUX DE CONTERN.

Siège social: Contern.
R. C. Luxembourg B 7.119.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 17 avril 2000 à 15.00 heures à Contern, rue des Chaux, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration sur les opérations et la situation de la Société.
2. Attestation du réviseur d'entreprises sur la comptabilité et le bilan de l'exercice 1999.
3. Examen et approbation du bilan au 31 décembre 1999 et du compte de profits et pertes 1999.
4. Affectation du résultat.
5. Décharge à donner aux administrateurs.
6. Nominations statutaires.
7. Désignation d'un réviseur d'entreprises indépendant.
8. Divers.

Conformément à l'article 16 des statuts, les actionnaires propriétaires d'actions au porteur qui désirent assister ou se faire représenter à l'assemblée générale doivent déposer leurs titres cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée dans un des établissements suivants:

- au siège social à Contern;
- à la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG;
- à la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG.

Les actionnaires en nom qui désirent assister ou se faire représenter à l'assemblée générale doivent en aviser la société cinq jours au moins avant l'assemblée.

Les procurations devront être parvenues au siège social trois jours francs au moins avant l'assemblée.

II (01018/000/28)

Le Conseil d'Administration.

GENERALPART, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2591 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 31.958.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra dans les bureaux de la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., 50, avenue J. F. Kennedy à Luxembourg, le 12 avril 2000 à 11.00 heures pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice clos le 31 décembre 1999.
2. Lecture du rapport du Réviseur d'Entreprises.

3. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 1999.
4. Affectation du bénéfice.
5. Quitus aux Administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 1999.
6. Nominations des Administrateurs et du Réviseur d'Entreprises.
7. Questions diverses.

Les propriétaires d'actions au porteur désireux d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire devront effectuer le dépôt et demander le blocage de leurs actions au moins cinq jours francs avant le 12 avril 2000 aux guichets de la BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A.

Pour des raisons d'organisation, nous serions obligés aux propriétaires d'actions nominatives désireux d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire, de bien vouloir manifester par écrit (lettre ou procuration) leur intention de prendre part au vote au moins cinq jours francs avant le 12 avril 2000.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent pas de quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actions présentes ou représentées.

II (01050/584/27)

Le Conseil d'Administration.

**SOMALUX - SOCIETE DE MATERIEL LUXEMBOURGEOISE S.A.,
Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 4.523.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE PROROGEE

qui aura lieu le 11 avril 2000 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1999
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nomination statutaire du Commissaire aux Comptes
5. Divers.

II (01087/795/17)

Le Conseil d'Administration.

B.B.V. EQUILIBRIUM INVESTMENT FUND, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 40.223.

Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 avril 2000 à 11.00 heures, au siège social, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises;
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets au 31 décembre 1999, affectation des résultats;
3. Décharge aux Administrateurs;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Aucun quorum n'est requis pour les points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Annuelle et les décisions seront prises à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'assemblée.

Pour être admis à l'assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée aux guichets de la BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

II (01155/755/22)

Le Conseil d'Administration.